

Finale de la Coupe de la CAF : Zamalek - USMA

LA TROISIÈME ÉTOILE EN LIGNE DE MIRE

Page 8

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8493 - SAMEDI 16 MAI 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Adieu à Abdelmadjid Meskoud

Une icône de la chanson Chaâbie s'en va

Page 11

RÉALISATION DE PLUSIEURS PROJETS STRUCTURANTS

L'ENGAGEMENT AFRICAIN DE L'ALGÉRIE

Les efforts de l'Algérie pour l'intégration économique africaine se multiplient. Cette ambition se traduit par des actes, à travers la réalisation des projets sur le terrain dans les secteurs de l'énergie et des travaux publics. En plus de faire bénéficier plusieurs pays de son expertise, l'Algérie s'engage dans la réalisation de projets structurants, à leur tête la route transsaharienne.

Page 5



L'AMBASSADEUR D'ARGENTINE :

«L'Algérie est un partenaire majeur»

Page 2

PLAN CANCER 2030

LA GRANDE BATAILLE EST LANCÉE

Page 6

PATRIMOINE CULTUREL

Alger et Washington renforcent leur coopération

Page 11

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

L'AMBASSADEUR D'ARGENTINE À ALGER :

«L'Algérie est un partenaire majeur»

A L'OCCASION de la célébration de la fête nationale argentine, ce mercredi soir, l'ambassadeur à Alger, S.E.M. Attilo Berardi, a rendu un vibrant hommage à la profondeur des relations bilatérales et au poids géostratégique de l'Algérie sur la scène continentale. C'est dans le cadre solennel de la résidence de l'ambassadeur, sur les hauteurs d'Alger, que la diplomatie argentine a célébré sa fête nationale ce mercredi. Pour sa première réception officielle de cette envergure depuis sa prise de fonction, l'ambassadeur Atilio Berardi a accueilli de nombreux représentants du corps diplomatique, des membres du gouvernement et des figures du monde économique. Dans son allocution, M. Berardi a d'emblée qualifié l'Algérie de «partenaire majeur pour l'Argentine» Selon le diplomate, cette position centrale fait d'Alger un interlocuteur indispensable pour la stabilité régionale et un pont naturel pour les échanges entre l'Amérique latine et le continent africain. L'ambassadeur a souligné que la convergence de vues entre Alger et Buenos Aires sur les grandes questions internationales — notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud — constitue le socle d'une amitié qui ne cesse de se renforcer. Au-delà des liens politiques, Atilio Berardi a tenu à rappeler la solidité de la coopération technique et scientifique. Il a notamment fait état de la signature d'un accord crucial entre Commissariat à l'énergie atomique (COMENA) et la société argentine INVAP relatif à la gestion et à la maintenance du site nucléaire de Nour. L'Argentine est le pays qui a aidé depuis 1985 l'Algérie à acquérir son premier réacteur nucléaire civil à Draria sur les hauteurs de la capitale. Les perspectives de renforcer cette relation privilégiée sont nombreuses, notamment dans le domaine de la médecine nucléaire, les Argentins étant des spécialistes en la matière. Pour rappel, ce réacteur de recherche, fruit d'un transfert de technologie symbolise depuis plusieurs décennies l'excellence de ce partenariat. Ce nouvel accord vient pérenniser la collaboration en matière de sécurité nucléaire, de formation et d'utilisation pacifique de l'atome, confirmant que l'Argentine demeure l'un des alliés les plus fiables de l'Algérie dans les domaines de pointe. En conclusion de son discours, le diplomate a exprimé sa volonté d'élargir le spectre de la coopération aux secteurs de la sécurité alimentaire, de l'énergie et de la culture. Au lendemain de son arrivée à Alger, M. Berardi avait affirmé que l'Algérie et l'Argentine partagent une volonté commune de développement souverain. «Mon mandat sera dédié à transformer cette excellence diplomatique en opportunités économiques concrètes pour nos deux peuples», a-t-il affirmé. Pour clore son discours, le diplomate argentin n'a pas manqué d'évoquer le rendez-vous que tous les fans de ballon rond attendent : le match entre l'Algérie et l'Argentine, tenante du titre, lors de la prochaine Coupe du Monde en juin. Avec un clin d'œil complice, il a confié que même si son cœur est aujourd'hui à Alger, il battra logiquement pour l'Albiceleste le temps des 90 minutes de la rencontre.

S. Ould Brahim

SOMMET DU FORUM INDE-AFRIQUE 2026

Une plateforme historique pour la coopération Sud-Sud

L'Inde se prépare à accueillir le quatrième Sommet du Forum Inde-Afrique (IAFS-IV) du 28 au 31 mai 2026 à New Delhi. L'événement est organisé en partenariat avec la Commission de l'Union africaine. Cette plateforme historique réunira les dirigeants de tous les pays africains dans un esprit de partenariat Sud-Sud.



Dr Swati Vijay Kulkarni.

Par le Docteur Swati Vijay Kulkarni (*)

Le leadership de l'Inde a redéfini l'engagement du pays envers l'Afrique. Le Premier ministre Narendra Modi a présenté dix principes directeurs mettant l'accent sur le renforcement des capacités, la création d'opportunités locales, l'ouverture des marchés, le partage de l'expérience et des meilleures pratiques de l'Inde, l'utilisation de la technologie pour le développement en Afrique, ainsi que l'amélioration de l'éducation, de l'agriculture et de la santé. Plus important encore, le Premier ministre Modi souligne que la priorité de l'Inde n'est pas seulement l'Afrique, mais avant tout les Africains – chaque homme, chaque femme et chaque enfant du continent. Durant la présidence indienne du G20, l'Inde a également obtenu l'intégration de l'Union africaine comme membre permanent du G20.

L'Inde attache une importance particulière à son partenariat avec l'Afrique, considérant que l'Inde et l'Afrique sont des partenaires naturels. L'Inde soutient l'Afrique sur plusieurs questions dans les forums internationaux. Fondée sur la confiance et le respect mutuel, la coopération entre l'Inde et l'Afrique se concentre désormais davantage sur la création de valeur au bénéfice des Africains.

Ensemble, les 3 milliards d'Africains et d'Indiens représentent plus d'un tiers de la population mondiale. La diaspora indienne, forte de 3,5 millions de personnes, agit comme un pont vivant entre les deux régions. Les relations entre l'Inde et l'Afrique sont profondes et historiques.

L'Inde et l'Afrique partagent des intérêts et des aspirations communs. L'Afrique dispose d'une population jeune et de vastes ressources naturelles, ainsi que de marchés en expansion. L'Inde possède également une population jeune et constitue l'une des économies à la croissance la plus rapide au monde, avec un marché dynamique. Les deux parties partagent une diversité remarquable et un riche patrimoine culturel, favorisant les échanges entre les peuples.

Sur le plan commercial et économique, l'Inde est devenue l'un des plus grands partenaires commerciaux et investisseurs bilatéraux de l'Afrique. À ce jour, les échanges commerciaux bilatéraux ont dépassé les 100 milliards de dollars américains, tandis que les investissements dépassent les 80 milliards de dollars.

L'Inde a largement contribué au développement des infrastructures en Afrique. Elle a achevé 206 projets dans 43 pays africains, couvrant notamment des systèmes d'irrigation, des centrales électriques, des usines de ciment, de sucre et de textile, des parcs technologiques ainsi que des infrastructures ferroviaires.

Pendant la pandémie de COVID-19, l'Inde a fourni une aide médicale à 32 pays africains. Dans le cadre de l'initiative «Vaccine Maitri», la majorité des bénéficiaires étaient des pays africains. L'Inde a également fourni des équipements médicaux, des ambulances et des appareils de traitement du cancer.

L'Inde a apporté une aide humanitaire aux pays touchés par des catastrophes naturelles, notamment la Zambie, le Malawi, le Kenya et le Mozambique.

Dans le domaine de la défense, les relations entre l'Inde et l'Afrique sont solides et en constante évolution. L'Inde a formé des officiers militaires de plusieurs pays africains et a établi des académies et collèges de défense au Nigeria, en Éthiopie et en Tanzanie.

Dans le secteur spatial, l'Inde a fourni des solutions technologiques telles que les prévisions météorologiques, les systèmes d'alerte précoce et l'agriculture de précision.

L'Inde a étendu les facilités de visa électronique touristique à 33 pays africains.

Dans le domaine de l'éducation, l'Inde a établi un Institut indien de technologie à Zanzibar, une Université nationale des sciences médico-légales en Ouganda, un centre de développement de l'entrepreneuriat au Rwanda ainsi que plusieurs centres de données dans différents pays africains. Plus de 23 000 étudiants africains vivent et étudient actuellement en Inde.

Au cours des dix dernières années, plus de 35 000 Africains, dont 480 Algériens, ont été formés en Inde dans le cadre du programme ITEC.

Le cinéma Bollywood jouit d'une grande popularité en Afrique, y compris en Algérie.

L'Algérie constitue un pilier important de l'engagement de l'Inde envers l'Afrique. L'Inde est consciente que l'Algérie occupe une position stratégique unique comme «porte d'entrée vers l'Afrique et l'Europe». Les relations entre l'Inde et l'Algérie reposent depuis longtemps sur les principes de solidarité et de coopération Sud-Sud. Actuellement, les relations commerciales et d'investissement entre l'Inde et l'Algérie sont florissantes.

Les échanges éducatifs et les programmes de formation dans le cadre du programme indien de coopération technique et économique (ITEC) ont permis à des professionnels algériens d'acquérir des compétences dans divers domaines allant des technologies de l'information à l'administration publique.

La coopération culturelle est également dynamique, avec la popularité des films Bollywood, du yoga et de la cuisine indienne en Algérie, tandis que la musique et l'art algériens trouvent un écho favorable en Inde.

À l'avenir, ce partenariat devrait s'étendre aux secteurs des produits pharmaceutiques, des technologies de l'information, des énergies renouvelables, des infrastructures numériques ainsi qu'à la recherche conjointe dans l'agriculture et la santé, en harmonie avec les efforts de modernisation de l'Algérie et les atouts technologiques et de développement de l'Inde.

Le partenariat Inde-Afrique repose sur les liens émotionnels et la solidarité que l'Inde partage avec l'Afrique. L'Afrique, y compris l'Algérie, demeure une priorité majeure pour l'Inde dans le cadre d'un partenariat mutuellement bénéfique et respectueux.

L'Inde se réjouit de la forte participation de l'Algérie à ce Sommet, en reconnaissance de son rôle majeur dans la construction de l'avenir de l'Afrique.

(*) Ambassadeur de l'Inde en Algérie

LÉGISLATIVES

Mobilisation soutenue pour finaliser les préparatifs

Les préparatifs des élections législatives, programmées pour le 2 juillet 2026, s'intensifient. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, avant-hier par visioconférence, une réunion de coordination consacrée au suivi de l'état d'avancement de l'installation des 11 nouvelles wilayas, au cours de laquelle il a insisté sur l'impératif d'une coordination rigoureuse de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) dans le déroulement du processus électoral.



Les préparatifs s'intensifient.

Selon un communiqué du ministère, Saïd Sayoud a suivi, à cette occasion, plusieurs exposés détaillés relatifs à l'état d'avancement de l'opération d'installation des nouvelles wilayas, axés principalement sur la disponibilité des structures et des sièges administratifs, les programmes d'infrastructures et d'équipements, outre la mobilisation des ressources humaines et des moyens matériels nécessaires pour assurer le bon fonctionnement «logistique» des nouveaux services.

M. Sayoud a également fait ressortir la nécessité de mobiliser et de mettre à la disposition des coordinateurs de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) l'ensemble des moyens nécessaires, tout en veillant à «garantir une coordination rigoureuse entre les différents intervenants, afin de réunir les conditions optimales pour le bon déroulement de ce rendez-vous électoral», a-t-on précisé dans la même source.

Lors de cette réunion, les participants ont examiné les préparatifs logistiques en rapport avec l'organisation des prochaines échéances électorales, toujours au niveau de ces circonscriptions, en présence des walis des wilayas mères et des nouvelles wilayas concernées, de même que de cadres centraux du ministère.

A l'issue de l'entrevue, le ministre s'est félicité des efforts consentis par les walis ainsi que par les cadres et équipes techniques, appelant à poursuivre le travail avec le même rythme, à renforcer la mobilisation sur le terrain et à finaliser l'ensemble des opérations dans les délais fixés, «en concrétisation de la volonté de l'Etat d'assurer le bon fonctionnement des services publics et de rapprocher l'administration du citoyen», a conclu le communiqué du ministère. A ce titre, il convient de souligner que les structures locales de l'ANIE n'étant pas toutes finalisées dans les nouvelles circonscriptions, les opérations en cours s'effectuent temporairement auprès du coordinateur de la wilaya d'origine (wilaya mère). De son côté, le président par intérim de l'ANIE, Karim Khelfane, a présidé la semaine dernière une réunion par visioconférence avec les coordinateurs de wilayas et les responsables communaux, consacrée à l'explication des modalités de réception, de traitement et de contrôle des dossiers de candidature, conformément aux dispositions de la loi organique relative au régime électoral.

Cette réunion a porté sur la présentation des modalités de réception, de traitement et d'examen des dossiers de candidature, dans les délais légaux impartis, par le coordinateur de wilaya et les membres de la commission ad hoc, conformément aux dispositions de l'article 32 bis de la loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée.

L'ANIE a annoncé, avant-hier, que 166 dossiers de candidature, en vue des élections législatives prévues le 2 juillet prochain, ont été déposés à quatre jours de la clôture de l'opération fixée au 18 mai. Sur ces dossiers, 139 sont parrainés par des partis politiques, tandis que 27 sont portés par des listes indépendantes, a précisé la même source.

Dans ce contexte, l'ANIE a fait état du retrait de 1 474 dossiers de déclaration de candidature collective dans 69 wilayas à travers le pays, dont 1 205 dossiers déposés par des listes de 36 partis politiques, 268 par des listes indépendantes, ainsi qu'un seul dossier présenté par une alliance de plusieurs partis. L'autorité a, en outre, fait savoir que plus de 1 874 000 formulaires de signature individuelle ont été retirés.

Pour ce qui est de la communauté nationale à l'étranger, 59 dossiers de candidature ont été retirés, dont 52 au nom de 17 partis politiques et 7 dossiers présentés par des listes indépendantes, toujours selon les chiffres dévoilés par l'ANIE.

Khalil Aouir

COUR CONSTITUTIONNELLE

Conférence sur les pouvoirs des autorités publiques dans le processus électoral

LA COUR constitutionnelle a organisé, jeudi à Alger, sa sixième conférence mensuelle, consacrée au thème «Les pouvoirs des autorités publiques dans le processus électoral et dans les domaines de coopération», et ce, dans le cadre des préparatifs en cours pour les élections législatives prévues le 2 juillet prochain.

Présidée par la présidente de la Cour constitutionnelle, Mme Leïla Aslaoui, cette conférence s'est déroulée en présence des membres de la Cour, de représentants de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, et de la Justice, de l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ANIRA) et de l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP), ainsi que d'étudiants de l'Ecole supérieure de la magistrature (ESM), de l'Ecole nationale d'administration (ENA), de l'Ecole nationale supérieure des sciences politiques (ENSSP) et de la Faculté de droit de l'Université d'Alger 1.

Répondant aux préoccupations de certains participants, la présidente de la Cour constitutionnelle a abordé le rôle et les prérogatives de l'ANIE à la lumière des dispositions de la nouvelle loi organique relative au régime électoral, rappelant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait souligné, à maintes reprises, le rôle important assumé par cette instance, la qualifiant «d'acquis démocratique pour l'ensemble des Algériens».

Lors de cette conférence, les intervenants ont mis en avant les procédures et dispositifs juridiques encadrant les étapes du processus électoral, ainsi que les mécanismes de coordination qui «garantissent la transparence et l'intégrité des échéances selon une approche intégrée consacrée par la Constitution et la loi électorale».

Cette rencontre a également constitué un espace de consolidation des mécanismes de complémentarité entre les différentes instances impliquées dans le processus électoral, à travers la définition du champ de leurs compétences et prérogatives et l'examen des voies et moyens à même de traduire cette complémentarité fonctionnelle en une réalité concrète.

S. N.

TURQUIE

Alger resserre le lien avec ses ressortissants

EN VISITE officielle en Turquie, le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères chargé de la communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a rencontré les membres de la communauté algérienne établis dans la circonscription consulaire d'Istanbul. Une rencontre organisée en présence du consul général, Mustapha Boudib, et placée sous le signe du dialogue direct et du renforcement du lien entre la diaspora et les institutions nationales.

Cette visite s'inscrit dans la continuité des orientations des autorités algériennes visant à consolider une relation plus étroite avec les ressortissants établis à l'étranger. Le responsable gouvernemental a rappelé, à cette occasion, l'importance accordée par les pouvoirs publics à un contact régulier et structuré avec la diaspora, considérée comme un acteur essentiel de l'influence et du rayonnement du pays.

Évoquant le récent déplacement du président de la République en Turquie, entre le 6 et le 8 mai 2026, le secrétaire d'État a salué la forte mobilisation des Algériens établis dans ce pays, venus à Ankara pour rencontrer le chef de l'État. Un moment qui, selon lui, illustre la profondeur des liens affectifs et identitaires unissant la diaspora à sa nation d'origine.

Au cours de son intervention, Sofiane Chaib a exprimé la reconnaissance de l'État envers ses ressortissants à l'étranger, soulignant leur rôle dans la représentation de l'Algérie et leur contribution au rayonnement de son image. Il a également encouragé la communauté à poursuivre son implication dans les efforts de développement national, tout en consolidant son attachement aux valeurs culturelles et identitaires, notamment auprès des jeunes générations.

Le responsable a par ailleurs relevé les efforts engagés par les autorités pour améliorer les services consulaires et renforcer l'accompagnement des citoyens à l'étranger. La modernisation et la numérisation des dispositifs administratifs figurent au cœur de cette stratégie, avec l'objectif de simplifier les démarches et d'améliorer la qualité de service.

Dans cette dynamique, plusieurs initiatives sont en cours pour mieux répondre aux attentes de la diaspora, en particulier dans les domaines administratif, social et culturel.

L'accent est également mis sur le renforcement de la dimension culturelle et éducative, avec notamment le projet de création d'un centre culturel algérien à Istanbul, destiné à préserver et promouvoir l'identité nationale.

Ce projet, porté par les autorités supérieures du pays, vise à offrir un espace d'échange et de transmission culturelle, notamment pour les jeunes générations nées ou établies à l'étranger. Il s'ajoute à une série d'initiatives destinées à structurer davantage la présence associative et estudiantine algérienne en Turquie, dont la dynamique a été saluée lors de la rencontre.

Enfin, la visite a donné lieu à un échange ouvert avec les membres de la communauté, au cours duquel plusieurs préoccupations et propositions ont été exprimées. Le secrétaire d'État a réaffirmé, à cette occasion, la volonté des pouvoirs publics de poursuivre leurs efforts pour garantir un accompagnement global et renforcer le lien durable entre la diaspora et la patrie.

Meriem D.

IMPORTATIONS

La Banque d'Algérie durcit les règles de domiciliation bancaire

LA DIRECTION générale des changes de la Banque d'Algérie a adressé une nouvelle note aux banques intermédiaires agréées, introduisant un renforcement des règles encadrant les opérations d'importation de biens, dans le cadre du dispositif de contrôle du commerce extérieur et de la traçabilité des flux financiers internationaux.

Datée du 14 mai 2026 (note n°01/DGC/2026), cette instruction impose désormais une domiciliation bancaire préalable obligatoire avant toute expédition de marchandises par un fournisseur étranger.

Selon la Banque d'Algérie, cette mesure s'inscrit dans l'application du règlement n°07-01 du 3 février 2007, relatif aux règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes en devises, modifié et complété.

Concrètement, toute opération d'importation de biens devra être domiciliée en banque avant l'expédition effective des marchandises. Les établissements bancaires sont ainsi tenus de vérifier que la date figurant sur les documents de transport est postérieure à celle de la domiciliation bancaire.

La Banque d'Algérie précise qu'aucune domiciliation ne sera acceptée si l'expédition des marchandises est intervenue avant la date de domiciliation, sauf cas exceptionnels dûment justifiés et expressément autorisés conformément à la réglementation en vigueur.

À travers cette nouvelle exigence, les autorités monétaires entendent renforcer la lutte contre les pratiques frauduleuses et les transferts irréguliers de capitaux, tout en améliorant le suivi des engagements extérieurs liés aux importations.

La mesure vise également à optimiser la maîtrise statistique et prudentielle des opérations de commerce extérieur, dans un contexte de contrôle accru des flux financiers internationaux.

Dans cette optique, les banques sont appelées à renforcer leurs diligences et à contrôler systématiquement les documents commerciaux, notamment les factures et les titres de transport (Bill of Lading, Airway Bill, CMR, entre autres), afin d'assurer le strict respect de cette nouvelle réglementation.

Aymen D.

AGRICULTURE

Le projet algéro-italien de Timimoun entre en phase de récolte

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a donné, jeudi soir dans la wilaya de Timimoun, le coup d'envoi de la première campagne de moisson de blé du projet algéro-italien de production de céréales et de légumineuses, lancé sur une superficie de 1 600 hectares.

Lors de sa visite au périmètre agricole de Stah Ougrout, le ministre a fait état des prévisions d'une «production record» de céréales pour la saison agricole 2025/2026, notamment en blé dur, aussi bien dans le nord que dans le sud du pays. Il a souligné que la wilaya de Timimoun avait enregistré une hausse de plus de 50 % des superficies cultivées par rapport à la saison précédente, illustrant, selon lui, la dynamique des cultures stratégiques dans la région.

La délégation ministérielle a reçu des explications sur l'état d'avancement du projet, notamment concernant les surfaces emblavées, les systèmes d'irrigation et les techniques de production utilisées. Des détails ont également été fournis sur les travaux réalisés par le Groupe Cosider, portant sur l'aménagement d'une base de vie équipée des infrastructures nécessaires ainsi que du réseau routier. Les responsables du projet ont indiqué viser, dès la prochaine campagne agricole, un rendement estimé à 60 quintaux par hectare, en s'appuyant sur l'expérience acquise au cours de la saison actuelle.



Une production record attendue.

S'étendant sur une superficie globale de 36 000 hectares, ce mégaprojet est issu d'un partenariat entre le Fonds national d'investissement (FNI) et le groupe italien Bonifiche Ferraresi, et ce dans le cadre de la règle 51/49 %. Il s'inscrit dans les efforts de renforcement de la sécurité alimentaire nationale à travers la production de céréales, de légumineuses et de fourrages.

Le ministre a également annoncé la mise en service, à l'échelle nationale, de près de 300 moissonneuses-batteuses modernes de grande capacité par la société Agrodiv, afin de limiter les pertes et d'améliorer les conditions de récolte. Cette opération intervient dans le cadre des orientations du président de la République visant à renforcer la mécanisation agricole, portant le parc national à plus de 1 200 moissonneuses, y compris celles mobilisées par l'Office algérien interprofessionnel des céréales.

Dans ce contexte, M. Oualid a salué la mobilisation des différents acteurs, notamment les secteurs de la formation professionnelle et les investisseurs, dans la formation des conducteurs de moissonneuses, afin de soutenir les objectifs de sécurité alimentaire et d'amélioration des rendements agricoles.

Selon le directeur des services agricoles de la wilaya, Rafik Benmansour, la production céréalière de la saison en cours à Timimoun devrait avoisiner 700 000 quintaux sur une superficie de 13 126 hectares répartie entre les périmètres d'Ougrout, Tinerkouk et Amguidène.

La wilaya s'est également dotée de neuf centres de proximité de stockage des céréales d'une capacité globale de 45 000 tonnes, implantés à proximité des zones agricoles afin de remédier aux difficultés de stockage enregistrées auparavant.

Concernant l'électrification agricole, le directeur de Sonelgaz Distribution à Timimoun, Ahmed Benyoucef, a indiqué que l'ensemble des périmètres agricoles de la wilaya devraient être raccordés à l'électricité à l'horizon 2027, grâce à la mise en service du projet d'interconnexion nationale.

Au terme de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a également procédé au lancement d'une campagne de plantation d'arganiers aux abords de l'aéroport de Timimoun.

Rim Boukhari

GAZODUC MÉDÉA–BERROUAGHIA

Le projet de déviation en examen

LANCÉE en mars dernier, l'étude préliminaire relative au projet de déviation de la conduite de gaz d'un diamètre de 10 pouces a fait l'objet d'une réunion, jeudi dernier, présidée par le wali Djillali Doumi, en présence des cadres de la direction régionale de Sonelgaz de Blida et de la direction de distribution de Médéa. Cette étude a été commandée dans le but d'assurer la protection des personnes et des biens, ainsi que la préservation de l'environnement, étant donné que cette conduite, dont la mise en service, qui remonte à l'année 1974, constitue une infrastructure énergétique stratégique assurant l'approvisionnement en gaz naturel de sept communes de la wilaya, à savoir Médéa, Draâ Smar, Ben Chicao, Tizi Mahdi, Ouzera, Ouled Ibrahim et Berrouaghia, ainsi qu'un client industriel.

L'alimentation de ces communes est assurée à travers un réseau de distribution articulé autour de huit centres de réduction de pression destinés à la distribution publique, dont le centre d'Ouled Ibrahim, le centre de Ben Chicao, le centre de Tizi Mahdi, le centre de Médéa 3, le centre d'Ouzera 2, le centre de Médéa 2, le centre de Médéa 4 et le centre de Médéa 1.

Il est indiqué, par ailleurs, que le projet de conversion de la conduite de gaz de 10 pouces de diamètre Médéa-Berrouaghia est pris en charge dans le cadre du financement des opérations de conversion de gazoducs. Cette opération a bénéficié d'une inscription financière à la faveur d'une initiative conjointe du ministère des Finances et du ministère de l'Énergie et des Mines.

À l'issue de l'examen de la situation et des différentes réserves enregistrées ayant entravé l'avancement du projet, le wali a ordonné la prise de toutes les mesures nécessaires, avec l'obligation impérative d'assurer la sécurité des personnes et des biens, tout en engageant des poursuites judiciaires contre tout contrevenant.

Il convient de rappeler qu'une fuite de gaz suivie d'un incendie s'est produite, la semaine dernière, sur la conduite principale, dans un endroit inhabité situé à la périphérie de la ville de Médéa. Cet incident a nécessité une coupure de gaz qui a duré jusqu'à l'extinction complète des flammes.

Nabil B.

PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Plus de vingt-deux millions de cartes en circulation

AVEC 22 millions de cartes de paiement recensées à fin mars dernier, dont 18 millions émises par Algérie Poste, ainsi que 104 000 terminaux de paiement électronique (TPE) et 4 713 distributeurs automatiques de billets (DAB), l'Algérie poursuit la modernisation de son système de paiement électronique. Selon le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, plus de 235 millions d'opérations ont été enregistrées sur les DAB, tandis que les paiements effectués via les TPE ont dépassé les 10 millions d'opérations à fin 2025, pour une valeur avoisinant les 55 milliards de dinars.

S'exprimant jeudi à Alger lors d'une séance plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales, présidée par Azouz Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali, le ministre a affirmé que les mesures engagées ces dernières années dans le cadre de la transformation numérique ont permis une «avancée notable» du paiement électronique en Algérie.

Le ministre a également mis en avant les progrès réalisés en matière de sécurisation du système national de paiement électronique et de conformité aux normes internationales les plus récentes, dans le cadre d'une stratégie visant à renforcer l'inclusion financière et à faciliter l'accès aux services financiers.

Parmi les mesures adoptées, M. Bouzred a rappelé la création, en 2024, de la Commission nationale des moyens de paiement électronique destinée à accompagner le développement et l'encadrement du secteur.

Insistant sur l'importance de généraliser l'usage des moyens de paiement électroniques, le ministre a appelé à intensifier les efforts de sensibilisation des citoyens, soulignant que ces outils ont connu une «évolution remarquable» au cours des six dernières années.

Par ailleurs, répondant à une question relative au règlement des créances des opérateurs économiques, le ministre a annoncé la mise en place d'un nouveau mécanisme destiné à faciliter leur paiement, précisant que son activation est prévue avant la fin de l'année en cours.

R. B.

RÉALISATION DE PLUSIEURS PROJETS STRUCTURANTS

L'engagement africain de l'Algérie se consolide

Les efforts de l'Algérie pour l'intégration économique africaine se multiplient. Cette ambition se traduit par des actes, à travers la réalisation des projets sur le terrain dans les secteurs de l'énergie et des travaux publics. En plus de faire bénéficier plusieurs pays de son expertise, l'Algérie s'engage dans la réalisation de projets structurants, à leur tête la route transsaharienne.



Des efforts pour l'intégration économique africaine.

Les visites de travail se multiplient et des accords de partenariat se concluent. Détenant une expertise avérée dans le secteur de l'énergie, l'Algérie est sollicitée par plusieurs pays africains, à l'instar du Niger. Une délégation d'experts et d'ingénieurs du ministère nigérien du Pétrole effectue, depuis le 9 mai dernier, une visite de travail en Algérie dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale et de l'échange d'expertise dans le secteur énergétique. Une visite qui intervient à la suite de la signature, au mois de mars dernier à Niamey, d'un mémorandum d'entente entre les deux parties visant à développer la coopération bilatérale. Elle a pour objectif de tirer profit de l'expérience algérienne, notamment en matière de gestion des données pétrolières, d'infrastructures numériques et de contrôle de la qualité des hydrocarbures.

Après avoir tenu une réunion technique au siège de l'activité exploration et production de Sonatrach et effectuer des visites au centre de gestion des données d'ALNAFT, la délégation nigérienne a visité, avant-hier, des installations du Groupe Sonatrach à Boumerdès, où elle a eu à s'enquérir des capacités techniques et des infrastructures du groupe, tout en échangeant sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie.

Le Tchad veut, pour sa part, renforcer sa coopération avec l'Algérie dans le domaine de l'énergie. C'est ce qu'a affirmé le ministre tchadien de l'Eau et de l'Energie, Passalé Kanabé Marcelin, en visite de travail en Algérie, à la tête d'une délégation composée de 12 cadres. L'objectif est de bénéficier de l'expertise nationale dans le domaine de l'exploitation des centrales électriques et de la gestion du réseau, en prévision de la concrétisation du projet de réalisation par Sonelgaz d'une centrale électrique de 40 mégawatts au Tchad.

LA RÉALISATION DE LA CENTRALE ÉLECTRIQUE À N'DJAMENA ACTÉE

Reçus par le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, et après avoir visité plusieurs structures et entreprises relevant département de l'énergie, le ministre tchadien de l'énergie et la délégation l'accompagnant ont souligné leur «grand intérêt pour le renforcement de la coopération avec l'Algérie et la concrétisation d'un partenariat effectif sur le terrain, à même de promouvoir le développement énergétique au Tchad».

Le renforcement de la coopération bilatérale a été acté à l'occasion de cette visite, à travers la signature par les deux ministres d'un accord pour la réalisation d'une centrale électrique de 40 mégawatts à N'Djamena, et ce dans une démarche visant à renforcer la coopération entre les deux pays, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur du soutien aux pays africains et de la promotion de la coopération Sud-Sud, a indiqué le ministère de l'Energie dans un communiqué. M. Adjal a ainsi fait savoir que l'étude technique relative à la réalisation de la centrale électrique avait été finalisée, après le déplacement, la semaine dernière, d'équipes techniques relevant du Groupe Sonelgaz au Tchad, soulignant que les deux parties sont prêtes à passer à l'étape d'exportation des équipements, en prévision de la pose de la première pierre du projet. Le ministre a également annoncé l'arrivée d'équipes techniques tchadiennes pour suivre une formation d'un mois au sein des écoles de Sonelgaz en Algérie.

De son côté, M. Marcelin a estimé que l'accord relatif à la réalisation de cette centrale électrique constitue «un jalon historique» dans le cadre de la coopération Sud-Sud ainsi qu'une étape importante dans le processus des relations algéro-tchadiennes, signalant le fait que les dirigeants des deux pays avaient jeté, lors de la visite officielle effectuée en avril dernier par le président tchadien en Algérie, les bases d'une coopération solide entre les deux pays.

ACCÉLÉRER LES PROJETS D'INFRASTRUCTURES ET LA ROUTE TRANSSAHARIENNE

C'est aussi dans le secteur des travaux publics que l'Algérien entend jouer encore un grand rôle en Afrique. En visite de travail au Tchad, à la tête d'une délégation de haut niveau, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a eu à examiner les voies et moyens de concrétiser des projets communs dans le domaine des infrastructures, notamment le projet de la route transsaharienne. La visite a été soldée par la signature d'un accord prévoyant une série de facilitations relatives à la réalisation des projets de coopération dans les domaines des travaux publics et des infrastructures, dans le cadre du renforcement du partenariat entre les deux pays et de l'accélération de la concrétisation des accords signés en avril dernier. L'accord a été signé par le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base et le ministre tchadien des Infrastructures, du Désenclavement et de l'Entretien routier, Amir Idriss Kourda, en marge d'une réunion de coordination tenue à N'Djamena, au deuxième jour de la visite de travail effectuée par la délégation algérienne au Tchad. Le ministre tchadien, qui a salué la vision stratégique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune en faveur du renforcement de l'intégration africaine et de la concrétisation des grands projets structurants, notamment le projet de la route transsaharienne, a assuré que «la mise en œuvre des accords bilatéraux connaît une dynamique rapide». Il a également salué les progrès enregistrés sur le terrain depuis la signature des accords, le 22 avril dernier à Alger, notamment à travers les visites techniques mutuelles et le lancement des études de réalisation du projet de la route transsaharienne à travers le territoire tchadien.

Le leadership de l'Algérie sous la direction du président de la République a, par ailleurs, été salué par le Premier ministre tchadien, Allamaye Halina, qui a reçu Djellaoui, à l'issue de sa visite de travail dans le pays. Le responsable a ainsi mis en avant «ses efforts continus au niveau continental visant à renforcer la coopération et l'intégration entre les deux pays frères», soulignant, dans la foulée, le rôle joué par l'Algérie dans le soutien au développement et à la solidarité africaine.

Lilia Aït Akli

RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION INDUSTRIELLE NATIONALE

Trois ministères en concertation

LE RENFORCEMENT de l'intégration locale et la réduction de la dépendance aux importations ont été à l'ordre du jour d'une réunion de coordination entre les ministres des Hydrocarbures, de l'Industrie, de l'Energie et des Energies renouvelables, lesquels ont souligné l'importance de renforcer la coordination permanente entre les trois secteurs et leurs entreprises, afin de construire un tissu industriel national fort et compétitif. Dans un communiqué conjoint sanctionnant cette réunion de coordination, les trois départements ont mis en avant l'importance de renforcer l'intégration industrielle nationale et de développer les partenariats entre les entreprises publiques, en vue d'augmenter le taux d'intégration locale et de réduire la dépendance aux importations. Cette réunion, coprésidée par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, et le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, et qui a regroupé des cadres et des représentants des trois secteurs, en sus des responsables de plusieurs entreprises nationales, à l'instar de Sonatrach, Sonelgaz, la société de fabrication de tubes en acier Alfapipe et l'entreprise de fabrication de pompes et de vannes Poval, a été consacrée à l'examen des moyens de renforcer la coopération industrielle nationale et de développer les partenariats entre les différents acteurs économiques, et ce dans le cadre de la concrétisation des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'encouragement de l'intégration industrielle nationale et à la valorisation des capacités de production locales, a indiqué la même source. Elle a également été l'occasion de passer en revue l'état de la coopération entre les entreprises relevant des trois secteurs, notamment dans les domaines de la fabrication d'équipements et d'installations industrielles, de l'industrie des tubes et des infrastructures énergétiques, en sus du développement de la sous-traitance nationale et de l'augmentation des taux d'intégration locale dans les projets industriels et énergétiques. Au cours de cette réunion, de nouveaux projets de partenariat ont été examinés, visant à soutenir la production nationale destinée aux secteurs des hydrocarbures et de l'énergie, ainsi qu'à accompagner les entreprises nationales, afin de leur permettre de s'intégrer dans les chaînes de valeur industrielle et énergétique.

Les ministres ont souligné, à cette occasion, l'importance de renforcer la coordination permanente entre les trois secteurs et leurs entreprises, afin de construire un tissu industriel national «fort et compétitif», fondé sur la valorisation des ressources nationales et le recours aux compétences algériennes, tout en accélérant la réalisation des projets à caractère stratégique. Selon la même source, l'accent a, par ailleurs, été mis sur la poursuite du soutien à l'investissement productif, le développement des partenariats industriels nationaux et le renforcement de l'intégration entre Sonatrach, Sonelgaz, Alfapipe et Poval, en vue de contribuer à la réalisation de la souveraineté industrielle et énergétique, à la création de richesses et d'emplois, et au soutien du développement économique durable.

Hamid B.

ALGÉRIE–DANEMARK

Un partenariat qui mise sur la télémédecine et l'innovation

LE MINISTRE de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaouden, a reçu hier à Alger l'ambassadrice du Royaume du Danemark, Katrine From Høyer, lors d'une rencontre consacrée au renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine sanitaire. La réunion s'est tenue en présence de cadres du ministère ainsi que du directeur général des laboratoires Novo Nordisk, Sidi Mohamed El Amine Taha Dahoui.

Selon un communiqué du ministère de la Santé, les échanges ont permis de dresser un état des lieux de la coopération entre les deux pays et d'examiner les perspectives de son élargissement, en cohérence avec les priorités de modernisation du système de santé algérien, notamment en matière de prévention, de traitement et de transformation numérique.

Les deux parties ont salué la solidité des relations historiques entre Alger et Copenhague dans le secteur sanitaire, en particulier dans la prise en charge des maladies chroniques. Cette coopération s'est déjà illustrée par des campagnes de sensibilisation sur le diabète et l'obésité, ainsi que par le déploiement de cliniques mobiles dédiées au dépistage précoce dans plusieurs wilayas du pays.

Lors de cette rencontre, le ministre a insisté sur la place centrale de la prévention dans la stratégie nationale de santé, la qualifiant de pilier essentiel du système public.

Il a également souligné la nécessité de renforcer la coordination entre les différents secteurs, notamment avec l'Éducation nationale, afin de promouvoir les comportements de santé dès le plus jeune âge.

Le ministère a par ailleurs présenté les principaux chantiers de numérisation en cours, parmi lesquels le dossier médical électronique, la télémédecine et les dispositifs de radiologie à distance. Ces projets visent à améliorer la qualité de la prise en charge et à rapprocher les services de santé des citoyens, y compris dans les régions les plus éloignées.

Le ministre a également mis en avant l'importance du développement de la médecine de proximité et du dépistage précoce, considérés comme des leviers majeurs pour réduire la pression sur les structures hospitalières et améliorer l'efficacité du système de soins.

Saluant le niveau avancé du système de santé danois, Mohamed Seddik Aït Messaouden a exprimé la volonté de l'Algérie de s'en inspirer, notamment dans les domaines des technologies médicales et de la santé numérique, en vue de développer de nouveaux projets de coopération mutuellement bénéfiques.

De son côté, l'ambassadrice du Danemark a réaffirmé l'engagement de son pays à accompagner l'Algérie dans sa démarche de modernisation, en particulier à travers les solutions numériques, la télémédecine et les plateformes de santé intelligentes, confirmant ainsi la volonté de consolider un partenariat tourné vers l'innovation médicale.

A. D.

PLAN CANCER 2030

La grande bataille de la santé publique est lancée

Face à une courbe épidémiologique alarmante, le ministère de la Santé affûte sa stratégie. Entre déficit en équipements, impératif de numérisation et nouveaux centres spécialisés, l'Algérie tente de freiner une pathologie portée par les mutations sociales et le vieillissement de la population.



L'Etat affûte sa stratégie.

Le constat est alarmant. L'Algérie enregistre annuellement entre 55 000 et 56 000 nouveaux cas de cancer. Si la tendance actuelle se maintient, la barre fatidique des 70 000 cas sera franchie dès 2030. Invitée sur les ondes de la Radio nationale, le Dr Lamia Yacef, sous-directrice des services hospitaliers au ministère de la Santé, a détaillé la nouvelle stratégie nationale visant à transformer les soins d'ici à 2035.

Pour rompre avec l'image des listes d'attente interminables et des pannes récurrentes, la tutelle mise sur un maillage territorial plus serré. Six nouveaux centres spécialisés (CAC) sont actuellement en chantier à travers le pays, à savoir Laghouat, Djelfa, Médéa, Béjaïa, Oran et Tiaret. L'objectif est double, selon la responsable. Il s'agit de désengorger les pôles historiques (Alger, Constantine, Oran) et rapprocher les soins du patient des Hauts Plateaux et du Sud.

Sur le front de la radiothérapie, le Dr Yacef précise que le parc national compte aujourd'hui 39 accélérateurs linéaires dans le public contre 14 dans le secteur privé. Un chiffre encore timide face aux standards internationaux. L'ambition affichée est d'atteindre un ratio de deux accélérateurs pour un million d'habitants, seuil jugé critique pour garantir une prise en charge décente et fluide.

Le Dr Yacef a souligné que la réussite de cette réforme repose sur une numérisation accrue du secteur. Dans cette optique, le ministère prévoit l'unification des protocoles thérapeutiques afin de garantir une équité de traitement sur tout le territoire et d'éviter les disparités de prise en charge.

Cette modernisation passe également par la généralisation du dossier médical électronique, ainsi que par le renforcement de la plate-forme du Fonds du cancer, un outil jugé essentiel pour assurer une gestion plus transparente et efficace des flux financiers et des stocks de médicaments.

Au-delà de la logistique, l'innovation technique s'invite dans les blocs. Le Dr Yacef met en avant le système « Halcyon », promettant des séances de radiothérapie ultra-rapides, et l'introduction de la radiothérapie moléculaire (Lutétium-177), marquant ainsi une volonté de hisser le plateau technique national vers les standards de la médecine de précision. Pourquoi une telle explosion des chiffres ? Pour les autorités sanitaires, le mal est profond et lié aux mutations du mode de vie des Algériens. Le Dr Yacef impute cette situation au tabagisme, à une alimentation de plus en plus transformée, à la sédentarité et au vieillissement de la population, qui constituent un cocktail explosif.

Cependant, le véritable point noir demeure : le retard du diagnostic. Malgré la gratuité des programmes nationaux, la responsable insiste sur la nécessité de systématiser le dépistage (sein, col de l'utérus, colorectal). En Algérie, trop de cancers sont encore diagnostiqués à des stades avancés, là où les chances de survie s'amenuisent et où les coûts de traitement s'envolent.

Cette nouvelle « feuille de route », alignée sur les orientations de la présidence de la République, joue la montre. Car si les infrastructures sortent de terre, la sous-directrice rappelle que le défi reste aussi humain, former et retenir le personnel médical spécialisé pour faire fonctionner cette machine de guerre contre la « maladie du siècle ».

Lynda Louifi

RECRUTEMENT DES AIDES-SOIGNANTS

Le ministère clarifie sa position

DANS le but de démentir certaines vidéos relayées sur les réseaux sociaux, le ministère de la Santé a réitéré son engagement à rechercher des solutions pratiques concernant le recrutement des aides-soignants diplômés des écoles privées de formation paramédicale, au sein des établissements publics de santé. C'est ce qu'a indiqué, avant-hier, un communiqué de la tutelle.

À cet égard, le ministère a souligné que ces informations diffusées sur les réseaux sociaux renvoient à une partie de la réponse du ministre à une question écrite d'un député du Parlement, « sans reprendre l'ensemble du contenu », lequel comprend un « ensemble de mesures et de dispositions visant à accompagner les diplômés des écoles privées et à leur offrir des perspectives d'intégration et de recrutement progressif ».

Selon les précisions apportées par la tutelle, ces informations, faisant état de l'impossibilité de recruter les aides-soignants issus des écoles privées de formation paramédicale dans les établissements publics de santé, « ne reflètent nullement l'engagement du ministère à trouver des solutions pratiques au profit de cette catégorie, aussi bien dans les établissements publics que privés », a-t-on précisé dans la même source.

Le ministère de la Santé a, à ce titre, indiqué avoir lancé une série de mesures, dont une opération de recensement national des diplômés des écoles privées via une plateforme numérique dédiée, afin de constituer une base de données précise et exhaustive permettant d'évaluer « la situation actuelle et d'étudier les mécanismes de leur intégration progressive et de leur recrutement, selon les besoins réels et les postes disponibles, dans les secteurs public et privé ».

Selon le communiqué, le ministère a adopté une stratégie nationale et une vision organisationnelle intégrée tendant à « assurer l'équilibre entre les capacités de formation et les exigences du secteur de la santé », avec pour effet d'améliorer la qualité des services et de favoriser la prise en charge des patients, tout en prenant en considération « les besoins réels des établissements de santé répartis à travers l'ensemble des wilayas du pays ».

Khalil A.

SOMMET TRUMP-XI JINPING

Entre dialogue et tensions

Donald Trump et Xi Jinping ont affiché à Pékin une volonté de coopération malgré des tensions persistantes. Taïwan et l'Iran demeurent les principaux points de friction stratégiques d'un sommet où Washington et Pékin cherchent avant tout à empêcher leur rivalité de dégénérer en confrontation ouverte.



Le président chinois Xi Jinping a reçu, ce 14 mai à Pékin, Donald Trump dans un cadre protocolaire particulièrement soigné, avant que les deux dirigeants n'abordent les principaux points de tension entre leurs pays, du commerce à l'Iran en passant par Taïwan. Dès l'ouverture des échanges, Trump a mis en avant sa relation personnelle avec son homologue chinois qu'il décrit comme décisive. « C'est un honneur d'être à vos côtés. C'est un honneur d'être votre ami », a déclaré le président américain, affirmant que « les relations entre la Chine et les États-Unis vont être meilleures que jamais » et promettant « un avenir fabuleux ».

La Chine a réservé une réception fastueuse à cette première visite d'un président américain depuis celle de 2017. Xi Jinping a notamment prévu un banquet en l'honneur de son homologue, suivi de rencontres plus informelles. Mais derrière le faste diplomatique, les divergences restent profondes sur les dossiers stratégiques. Taïwan et l'Iran au cœur des tensions Sur le plan géopolitique, la question de Taïwan demeure l'un des principaux points de friction. Xi Jinping a averti que la Chine et les États-Unis pourraient entrer en « conflit » si Washington gérait mal ce dossier sensible. Pékin considère l'île comme une province chinoise et n'exclut pas le recours à la force pour parvenir à une réunification. Autre sujet majeur : l'Iran et le Moyen-Orient. Les deux dirigeants ont échangé sur les crises internationales, alors que Washington cherche à pousser Pékin à utiliser son influence sur Téhéran. Le secrétaire d'État Marco Rubio a ainsi souligné que les États-Unis espèrent que la Chine « joue un rôle plus actif pour amener l'Iran à renoncer à ce qu'il fait actuellement ».

Dans ce contexte, Donald Trump a confirmé vouloir aborder directement la question iranienne avec Xi Jinping, évoquant « une longue conversation » sur la stabilité régionale. Pékin, principal acheteur de pétrole iranien, se retrouve ainsi au cœur des équilibres diplomatiques. Xi Jinping, de son côté, a adopté un ton plus institutionnel, appelant à dépasser la logique d'affrontement : « Nous devons être des partenaires, pas des rivaux », a-t-il déclaré, proposant de « relever les défis mondiaux » ensemble et d'éviter une confrontation durable entre les deux puissances.

R. I.

«ILS NE CESSENT DE NOUS MENTIR»

Des sénateurs américains agacés par les révélations sur les origines du Covid-19

LORS d'une audition au Sénat américain, un lanceur d'alerte de la CIA a affirmé que l'ensemble des documents concernant les liens entre le laboratoire de virologie de Wuhan et le Covid-19 n'ont pas été déclassifiés comme l'exigeait le Congrès. Par ailleurs, Anthony Fauci, conseiller médical de Joe Biden, aurait «fortement influencé» les enquêteurs. « Si ce n'est pas de la dissimulation, je ne sais pas ce que c'est », a fulminé Joshua Hawley, sénateur républicain du Missouri, le 13 mai lors de la longue audition de James Erdman III, présenté par le sénateur Rand Paul (Kentucky, Rep.) à la tête de la commission sénatoriale portant sur la gestion de la pandémie, comme un lanceur d'alerte de la CIA. Hawley, ex-procureur général de son État, venait d'interroger Edman sur la véracité des affirmations que lui avait adressées, en juin 2023, la directrice du renseignement national, Avril Haines, dans le cadre d'une déclassification des informations concernant les origines du Covid-19 exigée par le Congrès. En mars de cette même année, les membres des deux chambres avaient adopté par 419 voix contre 0 un texte exigeant d'elle – sous 90 jours – la déclassification de « toute information sur les liens potentiels entre l'institut de virologie de Wuhan et l'origine du coronavirus ». Exigence à laquelle son bureau avait répondu par l'envoi d'un document d'une dizaine de pages. « Ce ne sont pas toutes les informations », lui confirme James Erdman, qui avance le chiffre de « 2000 pages », qui auraient fait partie d'un « premier lot ». « Il y en a beaucoup, beaucoup plus que ça », ajoute-t-il concernant le volume total de documents qui intéressent Joshua Hawley. « Ainsi, le gouvernement des États-Unis a d'abord délibérément violé une loi adoptée par le Congrès et signée par le président, qui leur ordonnait de divulguer toutes les informations relatives au laboratoire de Wuhan, point numéro un », a commencé à égrener cet élu à l'origine du texte unanimement adopté par le Congrès des États-Unis. « Le rôle du docteur Fauci dans la dissimulation était intentionnel » « Point numéro deux, ils ont ensuite violé la loi à nouveau en dissimulant des milliers et des milliers de pages qu'ils avaient en leur possession à l'époque, tout en sachant qu'elles tombaient sous les dispositions de cette loi. Point numéro trois, les soi-disant conclusions qu'ils ont rendues publiques sont fausses », a-t-il poursuivi. Celui-ci a ensuite renvoyé vers le propos liminaire de James Erdman – auquel une partie de la presse américaine s'est limitée – et dans lequel il accuse sans détour Anthony Fauci, Conseiller médical en chef de Joe Biden de janvier 2021 à décembre 2022, d'avoir tenu un rôle décisif dans l'orientation des efforts du renseignement américain concernant les origines du Covid-19. « Le rôle du docteur Fauci dans la dissimulation était intentionnel », a-t-il ainsi asséné, après avoir pris davantage de formes à l'encontre de ses anciens collègues au sein du Bureau du directeur du renseignement national, dont les « motivations sont difficiles à cerner ». « Intentionnelles ou non, les actions de l'IC [la Communauté du Renseignement des États-Unis, ndlr.] ont entraîné une dissimulation, un gaspillage de ressources et un défaut d'information adéquate des décideurs politiques », a estimé Erdman devant les sénateurs. Toujours selon cette source, Anthony Fauci aurait ainsi « fortement influencé » les conclusions de la CIA en suggérant de consulter des experts qui s'avéraient partager son avis. « Le docteur Fauci a influencé le processus d'analyse et les conclusions en utilisant sa position pour s'assurer que les services de renseignement consultent une liste d'experts, de responsables de la santé publique et de scientifiques triés sur le volet et présentant des conflits d'intérêts », a-t-il poursuivi, évoquant des scientifiques gravitant depuis parfois « plus de vingt ans » dans l'« orbite » de l'immunologue de la Maison Blanche. « Nous n'avons plus de démocratie » « Il nous a fourni une liste de scientifiques et d'experts avec lesquels nous devrions discuter », a argué Erdman, relancé sur la manière dont l'immunologue en chef de Joe Biden serait intervenu. « La bureaucratie en place à l'époque était tout à fait disposée à donner suite à ces recommandations », a-t-il poursuivi après avoir précisé que Fauci n'avait pas le pouvoir d'imposer quoi que ce soit au renseignement américain. « Il a donc les mains sales dans cette affaire », a asséné Joshua Hawley, lui qui en juin 2021, déjà sur cette thématique des origines du Covid-19, avait Anthony Fauci dans le collimateur, l'appelant à démissionner de son poste de directeur de l'Institut national américain des allergies et des maladies infectieuses. Poste qu'il a occupé de fin 1984 à fin 2022. « Comme s'il ne suffisait pas qu'il continue à tromper le public, il tente en coulisses d'intervenir pour empêcher nos propres services de renseignement, censés travailler pour le peuple, d'évaluer correctement les preuves.

R. I.

GUERRE DE L'OMBRE

Riyad aurait frappé l'Iran discrètement

L'ARABIE saoudite aurait mené des frappes non revendiquées contre l'Iran, selon Reuters. Une implication militaire saoudienne inédite dans le contexte de la guerre américano-israélienne contre Téhéran, désormais élargie à plusieurs États du Golfe. L'Arabie saoudite aurait mené plusieurs attaques aériennes contre le territoire iranien sans les revendiquer officiellement, selon des informations rapportées le 13 mai par Reuters et attribuées à des responsables occidentaux et iraniens. Ces opérations, effectuées en représailles à des frappes visant le royaume durant la guerre américano-israélienne contre l'Iran, constitueraient une première action militaire directe connue de Riyad sur le sol iranien. D'après ces sources, les frappes auraient été réalisées par l'armée de l'air saoudienne fin mars, dans un contexte de fortes tensions régionales. L'un des responsables occidentaux évoque des « frappes de représailles » sans préciser les objectifs visés. Aucune confirmation officielle n'a été fournie par le ministère saoudien des Affaires étrangères, tandis que Téhéran n'a pas réagi publiquement à ces révélations. Vers une implication directe des monarchies du Golfe Traditionnellement, l'Arabie saoudite s'appuie sur son partenariat militaire avec les États-Unis pour assurer sa sécurité. Mais la récente guerre, marquée par des frappes multiples contre ses infrastructures, aurait conduit le royaume à adopter une posture plus offensive et plus autonome. Plusieurs États du Golfe auraient également été impliqués dans des actions similaires, selon des médias américains. Depuis le déclenchement de la guerre américano-israélienne contre l'Iran fin février, Téhéran a riposté par des frappes de missiles et de drones visant plusieurs pays du Conseil de coopération du Golfe. Ces représailles ont touché des bases militaires américaines ainsi que des infrastructures pétrolières, provoquant des perturbations majeures du trafic maritime, notamment avec la fermeture du détroit d'Ormuz. Dans ce climat d'escalade, Riyad a maintenu une partie de ses exportations pétrolières grâce à la mer Rouge, relativement épargnée. Riyad et Téhéran entre dialogue et confrontation Sur le plan diplomatique, les relations entre Riyad et Téhéran, longtemps adversaires, avaient connu un rapprochement en 2023 sous médiation chinoise. Mais la nouvelle guerre américano-israélienne contre l'Iran a ravivé les tensions, malgré des canaux de communication encore actifs entre les deux capitales. En mars, les autorités saoudiennes avaient averti qu'elles se réservaient le droit de répondre militairement aux attaques subies. Quelques jours plus tard, des mesures diplomatiques d'expulsion de représentants iraniens avaient été prises, avant qu'un début de désescalade ne s'enclenche fin mars.

R. I.

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (FINALE - RETOUR) ZAMALEK-USMA

La deuxième étoile en ligne de mire

Vainqueurs lors de la manche aller, les Usmistes ne sont plus qu'à 90 minutes d'un nouveau sacre continental, qui serait le deuxième de leur histoire après celui remporté en 2023.



Le groupe affiche une concentration maximale pour défendre ce résultat et décrocher une deuxième étoile africaine. Arrivés en Égypte en début de semaine, les hommes de Lamine N'Diaye ont installé leur camp de base dans la sérénité. Les séances quotidiennes se concentrent sur la récupération physique et la mise en place d'un bloc défensif hermétique. L'objectif principal est de neutraliser les transitions rapides du Zamalek SC tout en exploitant les espaces en contre-attaque.La préparation intègre des ateliers spécifiques sur les coups de pied arrêtés offensifs et défensifs, qui s'annoncent déterminants dans une ambiance hostile. Le staff médical suit de près l'état de fraîcheur des cadres pour aligner un onze de départ à 100 % de ses capacités physiques.

L'USM Alger aborde sa finale retour de la Coupe de la Confédération de la CAF (CAF CC) contre le Zamalek SC ce samedi 16 mai 2026 au Caire, forte de son avantage capital de 1-0 acquis au match aller.

Le Zamalek connaît parfaitement ce type de soirée. Battu à l'aller, dos au mur, mais porté par un Stade du Caire incandescent, le club égyptien a déjà vécu ce scénario. En 2019 puis en 2024, les Chevaliers Blancs avaient soulevé la Coupe de la Confédération face à la RS Berkane en ayant à chaque fois perdu à l'extérieur à l'aller avant de renverser la vapeur à domicile au retour. Ce vécu continental donne du poids à l'équipe de Motamed Gamal, et de sérieux motifs d'espoir concernant une "remontada". La statistique la plus impressionnante reste celle des stats à domicile. Le Zamalek n'a perdu qu'un seul de ses 24 matchs à domicile dans l'histoire de la Coupe de la Confédération, avec un bilan de 17 victoires et 6 nuls. Plus fort encore, le club égyptien n'a jamais encaissé plus d'un but à domicile dans cette compétition. Pour l'USMA, cela dit assez bien la difficulté du déplacement : marquer au Caire serait un coup immense, mais réussir à résister pendant 90 minutes demandera une concentration totale. Sur le plan continental, l'USM Alger arrive avec une vraie légitimité. Le club de Soustara n'a perdu qu'un seul de ses 19 derniers matchs en Coupe de la Confédération, avec 10 victoires et 8 nuls. Cette régularité raconte une équipe qui sait voyager, souffrir, fermer les espaces et jouer les détails. Mais une autre donnée appelle à la prudence : l'USMA a perdu 5 de ses 8 déplacements à élimination directe dans cette compétition, pour une seule victoire et deux nuls. Le défi du Caire est donc autant mental que tactique.

Le parcours des hommes de Lamine Ndiaye a d'ailleurs été tout sauf tranquille. En quart de finale, l'USMA avait été battue 2-1 par Maniema Union à l'aller, avant de se qualifier au retour grâce à un succès 1-0. En demi-finale, elle a encore joué avec les nerfs : 0-0 à Alger contre l'Olympic Safi, puis 1-1 au Maroc, avec un penalty d'Ahmed Khaldi juste avant la pause. Cette équipe n'a pas toujours dominé, mais elle a constamment survécu.

Le match aller disputé au Stade olympique du 5-Juillet d'Alger a basculé dans l'irréel au bout du temps additionnel. Pendant plus de 90 minutes, la rencontre est restée extrêmement cadenassée, caractérisée par un immense engagement physique de part et d'autre. Le bloc algérois s'est entraîné à évoluer très bas et de manière compacte pour fermer les espaces intérieurs. L'objectif est d'annihiler les décrochages de l'attaquant vedette angolais Chico Banza et de bloquer les couloirs. Jouer devant la ferveur des dizaines de milliers de supporters cairotes nécessite une solidité mentale à toute épreuve. Les cadres de l'équipe, notamment le milieu de terrain Zakaria Draoui, multiplient les séances de cadrage psychologique. La première clé de cette finale retour sera la gestion de l'entame. Le Zamalek va probablement chercher à imposer une grosse pression dès les premières minutes, poussé par un Stade du Caire attendu à guichets fermés avec 46 000 supporters attendus. L'ancien joueur du club Tarek Mostafa a d'ailleurs insisté sur l'impact du public et sur la nécessité pour les Cairotes de jouer avec agressivité, tout en restant vigilants derrière. C'est là que le match peut basculer : si le Zamalek marque tôt, la finale change de rythme ; si l'USMA tient la première demi-heure, la tension peut lentement passer sur les épaules égyptiennes.

La deuxième clé concerne l'entrejeu. Le Zamalek doit trouver le bon équilibre entre Nabil Emad "Donga", Mohamed Shehata et Abdallah El-Said. Trop de prudence laisserait l'USMA respirer ; trop d'élan ouvrirait des transitions à Houssam Ghacha, Ahmed Khaldi ou Dramane Kamagaté. C'est pourquoi l'idée d'un double pivot solide paraît logique côté égyptien, avec El-Said chargé de trouver les intervalles derrière les attaquants.

Le milieu de terrain de l'USMA, Zakaria Draoui, a exprimé la détermination du vestiaire : "C'est une bonne option, mais rien n'est encore fait. Nous allons au Caire pour offrir à ce club un deuxième succès en Coupe de la CAF. Nous devrons être calmes et rigoureux". Les Égyptiens doivent impérativement s'imposer par au moins deux buts d'écart pour s'emparer de la coupe. Cette obligation va les pousser à se découvrir. La vitesse de transition de l'USMA avec des joueurs comme Dramane Kamagate et Islam Merili sera l'arme fatale pour inscrire ce précieux but à l'extérieur.

La paire Brahim Benzaza - Zakaria Draoui aura la lourde tâche de ratisser un maximum de ballons au cœur du jeu pour casser le rythme imposé par les Égyptiens. Dans un match retour de finale où la tension est maximale, les détails feront la différence. La défense centrale usmiste devra se montrer souveraine dans les airs face aux centres répétés d'Oday Al-Dabbagh.

SAÏD ALLIK

"Marquer un but au Caire serait l'idéal"

LE DIRECTEUR sportif de l'USM Alger, Saïd Allik, a déclaré mercredi que les joueurs étaient « motivés et déterminés » à offrir un nouveau titre continental à l'Algérie, soulignant l'importance de marquer un but, samedi face aux Egyptiens du Zamalek SC, au stade international du Caire (19h00, heure algérienne), en finale « retour » de la Coupe de la Confédération africaine de football."Nous avons réussi à remporter la première manche chez nous. Maintenant, il reste un second acte décisif au Caire qu'il faut bien négocier. Les joueurs sont motivés et déterminés pour décrocher cette coupe. L'objectif est de leur marquer un but au Caire et de gagner, ce serait l'idéal et clé pour remporter le trophée", a indiqué Allik à la presse. Le responsable du club de Soustara, s'exprimait à l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediene, peu avant le départ de la délégation de l'USMA pour Le Caire, à bord d'un vol spécial.

Au terme d'un scénario hitchcockien, l'USMA avait remporté samedi dernier le match "aller" (1-0), au stade olympique du 5-Juillet d'Alger, grâce à un penalty transformé dans le temps additionnel par Ahmed Khaldi (90'+7).

"Dans ce genre de rendez-vous important et décisif, c'est primordial d'être à la hauteur. J'espère qu'on rentrera avec le trophée en main", a-t-il ajouté. Considéré comme le président historique de l'USMA, Allik (78 ans) avant dirigé l'USMA pendant 16 ans (1994-2010), remportant plusieurs titres au niveau national. Il avait signé son retour au club algérois la saison dernière, en tant que directeur sportif.

"Sur le plan personnel, après tant d'années à l'USMA, j'ai toujours visé un trophée continental. J'espère que cette fois-ci, ce sera la bonne", a-t-il conclu.



MONDIAL-2026

La chaleur menace les Verts à Kansas City

Les deux matchs de la sélection algérienne à Kansas City, face à l'Argentine le 16 juin puis contre l'Autriche le 22 juin, dans le cadre de la Coupe du monde 2026, pourraient se dérouler dans des conditions climatiques particulièrement difficiles. Des scientifiques du collectif World Weather Attribution (WWA) ont alerté jeudi sur les risques de fortes chaleurs durant le tournoi organisé aux États-Unis, au Canada et au Mexique (11 juin - 19 juillet).



Selon une étude relayée par France 24, près d'un quart des rencontres prévues lors du Mondial-2026 pourraient se jouer sous des températures extrêmes, conséquence directe du changement climatique. Kansas City figure d'ailleurs parmi les villes considérées "à haut risque", au même titre que Miami et New York City.

Les chercheurs estiment que 26 des 104 matchs programmés présenteront un indice de chaleur élevé, nécessitant des mesures de refroidissement supplémentaires pour protéger joueurs et supporters. Cinq rencontres pourraient même atteindre ou dépasser le seuil critique de 28°C WBGT, considéré comme dangereux par les syndicats de joueurs.

Parmi les villes jugées "à haut risque" figurent notamment Kansas City, Miami et New York City. Or, la sélection algérienne disputera justement ses deux matchs prévus à Kansas City : face à l'Argentine le 16 juin, puis contre l'Autriche le 22 juin.

"Depuis la dernière fois que les États-Unis ont accueilli la Coupe du monde en 1994, le risque de canicule a doublé", a souligné Friederike Otto, professeure de science climatique à l'Imperial College London et cofondatrice du WWA. Elle estime que le changement climatique a désormais "un effet réel et mesurable" sur l'organisation des compétitions estivales dans l'hémisphère nord. Les scientifiques rappellent que l'indice WBGT prend en compte non seulement la température, mais aussi l'humidité, l'ensoleillement et la couverture nuageuse, des paramètres déterminants pour la capacité du corps humain à se refroidir. Ils mettent également en garde contre les risques encourus par les supporters à l'extérieur des stades, notamment dans les fan-zones et rassemblements populaires.

RETOUR EN FORCE POUR JAOUEN HADJAM

Après plusieurs mois compliqués marqués par une blessure contractée avec la sélection algérienne, Jaouen Hadjam a enfin retrouvé le sourire. Le latéral gauche algérien a signé un retour très encourageant avec BSC Young Boys à l'occasion du succès éclatant face au FC Basel (3-0), lors de la 36e journée du championnat suisse. Titularisé pour la première fois depuis plus de quatre mois, Hadjam a disputé 70 bonnes minutes et affiché des signes très positifs sur le plan physique et technique. Une prestation rassurante pour l'ancien joueur du FC Nantes, éloigné des terrains depuis sa blessure contractée avec l'Algérie face au Burkina Faso durant la CAN 2025. Actif dans le couloir gauche, solide dans les duels et appliqué dans ses montées offensives, il a participé au bon équilibre collectif des Young Boys, qui ont dominé leur adversaire du début à la fin. Sa copie confirme que le Fennec retrouve progressivement son meilleur niveau. Cette montée en puissance intervient à un moment important de la saison. À quelques semaines des prochains rassemblements de la sélection nationale, placé sous le signe de la Coupe du Monde 2026, Hadjam envoie un signal positif au sélectionneur Vladimir Petkovic, qui suit attentivement l'état de forme de ses internationaux avant les grandes échéances à venir. Avec encore deux rencontres à disputer en Suisse, le défenseur algérien aura l'occasion de gagner davantage de rythme et de confiance. Une excellente nouvelle pour les Young Boys, mais également pour les supporters algériens, heureux de revoir Hadjam retrouver progressivement toutes ses sensations après une longue période d'absence.

MADJER : « NOUS AVONS LES MOYENS DE FAIRE BONNE FIGURE »

La légende du football algérien Rabah Madjer, s'est montrée optimiste quant aux chances de l'EN lors de la prochaine Coupe du monde 2026 (11 juin – 19 juillet), estimant que les Verts avaient les moyens de réaliser un parcours à la hauteur des attentes du peuple. Dans un entretien accordé à la chaîne AL24 News, l'ancien joueur vedette du FC Porto a affiché sa confiance envers les hommes de la sélection algérienne, appelant à aborder le rendez-vous mondial avec ambition et détermination.

« Nous sommes habitués à la Coupe du monde. Je leur souhaite beaucoup de réussite et j'espère qu'ils réaliseront un long parcours dans cette compétition », a déclaré Rabah Madjer. Le héros de la consécration continentale de 1990 a rappelé que toutes les nations engagées dans un Mondial nourrissent de grandes ambitions, soulignant que l'Algérie ne doit pas faire exception. « Toutes les équipes qui participent à la Coupe du monde entrent en lice avec de grandes ambitions. Inch'Allah, l'Algérie devra elle aussi avoir de grandes ambitions », a-t-il ajouté. Conscient de l'ampleur du défi qui attend les Verts, Madjer estime néanmoins que la mission reste largement à leur portée grâce à la qualité de l'effectif actuel. « La responsabilité sera grande, mais rien n'est impossible. Nous avons des joueurs de très haut niveau. Vive l'Algérie », a-t-il conclu.

CAN U17

L'Algérie rate le coche face au Ghana

L'ALGÉRIE s'est offert une belle remontada ce jeudi pour le compte de son premier match de groupe à la CAN U17 2026. Les cadets algériens sont revenus au score face aux Ghanéens et ont raté un penalty, se contentant du match nul (2-2).lors de son entrée en lice pour la CAN U17 2026. Revenus de loin, les Fennecs peuvent nourrir quelques regrets alors qu'ils sont passés tout près de réaliser une folle remontada après avoir été menés 0-2 après seulement 10 minutes de jeu.

En effet, sur l'une des pelouses du Complexe Mohammed VI de Football de Salé au Maroc (terrain 3), les joueurs d'Amine Ghimouz ont passé un sale premier quart d'heure. Dès la 3e minute de jeu, Gavi Yao ouvrait le score pour le Ghana. L'attaquant reprenait un ballon sauvé sur la ligne par Yazid Tifrani pour trouver le chemin des filets.

Le but sera confirmé après recours à la VAR. Le portier algérien sauvait les meubles sur un double arrêt exécuté à la 9e, mais il se faisait prendre à défaut sur une longue frappe d'Eric Gyamfi dans la minute suivante. Le ballon lobait ce dernier avant de terminer sa course dans les filets (10e). Les Algériens reprenaient leurs esprits dans la foulée. Cependant, ils manquaient de réalisme dans un premier



temps. Parfaitement décalé à droite, Khalil Touali tergiversait par exemple puis voyait l'espace se refermer devant lui. Sa frappe excentrée s'envolait au-dessus de la transversale (26e). Au bout de la 34e, Adam Benali avait une occasion en or de réduire la marque. Mais sur une repousse du portier ghanéen, l'ailier de Bochum envoyait sa reprise au-dessus. Derrière, Tifrani devait s'interposer à deux reprises devant des frappes lointaines (37e, 38e) pour entretenir l'espoir.

À force d'abnégation, les Verts verront leurs efforts récompensés deux fois en trois minutes en seconde période. À la 57e, Benali réduisait l'écart suite à une belle inspiration d'un partenaire qui s'effaçait pour laisser passer la balle. Puis à la 60e, Melwane Zaidi reprenait victorieusement de la tête un ballon piqué depuis la gauche par Abed.

Désormais à égalité, les Nord-Africains passaient proche de prendre l'avantage trois minutes plus tard. Sur un penalty provoqué par Abed et accordé après recours à la VAR, Ilyes Grini vendangeait au-dessus (67e). À la 75e, nouvelle opportunité et nouveau gâchis.

En toute fin de match, Tifrani devait encore s'interposer en bas de son poteau droit pour préserver le nul. En fin de compte, l'Algérie doit se contenter de ce résultat. Les Fennecs prennent ainsi la seconde place du groupe D derrière l'Afrique du Sud, tombeuse du Sénégal (1-2) un peu plus tôt dans la soirée. Les Sud-Africains, justement, seront leurs prochains adversaires dimanche, avec leur premier succès de l'édition en ligne de mire.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT À TISSEMSILT

Divers projets pour améliorer la gestion des déchets

LE SECTEUR de l'environnement dans la wilaya de Tissemsilt sera prochainement renforcé par la réception de nouveaux projets et le lancement d'autres. C'est ce qu'a annoncé, hier, le directeur du secteur, Djilali Berbar.
M. Berbar a précisé qu'il est prévu prochainement la réception et la mise en service d'un centre de traitement des déchets inertes, situé à proximité du Centre d'enfouissement technique (CET), implanté dans la commune chef-lieu de wilaya. Ce centre, qui s'étend sur une superficie de 8 hectares, disposera d'une capacité de traitement de 80.000 tonnes par an de déchets issus des travaux de construction et de démolition.
Le même responsable a également indiqué que son secteur prévoit également la réception d'une décharge publique contrôlée dans la commune d'El Azharia, ainsi qu'un second casier d'enfouissement au niveau de la décharge publique contrôlée de la commune de Theniet El Had. Ces deux projets devront renforcer les capacités de réception et de traitement des déchets ménagers et améliorer les conditions de leur gestion conformément aux normes environnementales en vigueur, souligne-t-on.
Par ailleurs, les travaux d'aménagement de la zone protégée de la forêt de "Aïn-Antar", dans la commune de Boucaïd, à vocation touristique et environnementale, "seront prochainement lancés après l'achèvement de l'étude technique du projet", a fait savoir la même source, ajoutant que ce projet permettra de valoriser les potentialités naturelles de la région et de promouvoir l'écotourisme dans la wilaya.
Ces projets contribueront au soutien du développement économique et social, ainsi qu'à la préservation des ressources naturelles, en plus de l'amélioration de la gestion des déchets et la réduction des différentes formes de pollution environnementale dans la wilaya, dans le cadre des efforts du secteur visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, a souligné la même source.

R. R.

TIZI OUZOU

Saisie de plus de 11 kg de kif traité à Boghni

LES ÉLÉMENTS de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Boghni, dans la wilaya de Tizi Ouzou, en collaboration avec ceux de la sûreté de daïra de la même localité, ont réussi, à la suite de profondes investigations, à arrêter un individu aux antécédents judiciaires au cours de la semaine passée, pour trafic de produits psychotropes.
L'individu, dont le sexe et l'âge n'ont pas été précisés, était au moment de son arrestation en possession de 11,40 kg de kif traité, de 3 638 capsules de psychotropes, d'armes à feu et blanches, ainsi que d'une somme d'argent estimée à 264 millions de centimes, selon un communiqué de la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou.
Le document précise également qu'après les procédures policières d'usage en pareille situation, le mis en cause a été présenté devant le parquet de Draâ El Mizan, lequel a pris les mesures prévues par la loi à son encontre.

Saïd Tissegouine

DEUX NOUVEAUX PÔLES D'URGENCES UMC À ORAN

Vers l'ouverture de nouvelles structures sanitaires

Le secteur de la santé dans la wilaya d'Oran poursuit son programme de renforcement des infrastructures sanitaires, à travers la réalisation de nouvelles structures dédiées aux urgences médico-chirurgicales (UMC), au niveau des hôpitaux d'El Mohgoun, à Arzew, et Medjbeur Tami, à Aïn El-Turck. C'est ce qu'a indiqué, Kassi Abdellah, directeur local de la Santé et de la Population (DSP).



Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a expliqué que ces infrastructures sont destinées à améliorer la prise en charge des patients et à réduire la pression sur les établissements hospitaliers existants, sachant que ces régions (Aïn El-Turck et Arzew) connaissent une forte densité de population en période estivale.
Ces deux projets sont actuellement en cours de finalisation, souligne le même responsable, précisant que le nouveau bâtiment des UMC d'El Mohgoun sera inauguré le 5 juillet prochain.
Cette structure assurera, selon le même responsable la couverture sanitaire des populations des communes d'Arzew, Bethioua et des localités avoisinantes, connues pour leur importante activité industrielle et leur croissance démographique, en plus du flux des estivant au cours de la saison estivale.
La nouvelle structure disposera d'une capacité de 15 à 20 lits de passage, destinés à la prise en charge des urgences, avant le transfert éventuel des patients vers les services spécialisés, notamment la médecine interne, l'orthopédie, la chirurgie générale ou encore la neurochirurgie.
L'établissement comprend également cinq blocs opératoires, une salle de réanimation, une salle de réveil, ainsi que plusieurs salles de consultation spécialisées.
La réception du projet des UMC au niveau de l'hôpital « Medjbeur Tami » à Aïn El-Turck est prévue quand ? elle durant le premier semestre de l'année 2027, selon les prévisions du DSP d'Oran. Le responsable a souligné l'importance stratégique de cette structure sanitaire pour la région d'Aïn El-Turck, particulièrement durant la saison estivale où la population est multipliée par dix en raison de l'afflux massif des estivants vers les zones balnéaires de la côte ouest d'Oran. La future structure des urgences médico-chirurgicales « Medjbeur Tami » devrait ainsi contribuer à renforcer la prise en charge des urgences dans cette région touristique. Ces nouveaux projets s'inscrivent dans le cadre du programme demodernisation des infrastructures sanitaires engagé par les autorités publiques dans la wilaya d'Oran, afin d'améliorer la qualité des prestations de santé, de rapprocher les soins des citoyens et d'accompagner l'évolution démographique et économique que connaît la région. Il convient de rappeler que la wilaya d'Oran a bénéficié, au cours des dernières années, d'un hôpital de 240 lits entièrement dédié aux urgences ? Oued Tlelat avec une capacité d'accueil de 120 lits.

R. R.

MOUTONS IMPORTÉS

Dispositif vétérinaire pour garantir la sécurité sanitaire à Médéa

LA DIRECTION des services agricoles a mobilisé les vétérinaires pour l'opération de contrôle des moutons importés, afin de veiller à la bonne santé du cheptel destiné au sacrifice et d'aider les citoyens à prendre possession des bêtes de leur choix.
Selon les déclarations des vétérinaires affectés au suivi de l'opération, le contrôle consiste à ne mettre en vente que les têtes répondant aux conditions sanitaires requises pour l'immolation, tandis que les têtes malades sont isolées dans un box à part.
Il est en outre rappelé que le respect des conditions requises pour le choix de la bête de sacrifice implique de n'immoler, durant les jours de l'Aïd El-Adha, que des animaux indemnes de défauts, « condition nécessaire pour se rapprocher d'Allah ».
Les services de l'inspection vétérinaire ont, par ailleurs, émis des recommandations relatives à l'accomplissement du rite sacrificiel, notamment en matière d'hygiène et de propreté des lieux d'abattage, en préconisant le recours aux abattoirs et tueries publics afin de mieux préserver l'environnement.
De son côté, la direction de l'industrie a lancé une opération de sensibilisation sur la collecte des peaux, en formulant des conseils sur les conditions de conservation des peaux d'animaux sacrifiés dans un cadre sanitaire approprié, tout en soulignant l'importance de valoriser cette matière première et de la protéger contre la détérioration en tant que ressource économique exploitable.
Dans ce cadre, la direction de l'industrie a organisé des réunions de sensibilisation au profit des stagiaires du secteur de la formation professionnelle, portant sur l'importance du respect des méthodes appropriées de dépeçage, de nettoyage, de salage et de stockage des peaux, afin de prévenir les pertes et de garantir leur qualité en vue de leur transformation industrielle.
Enfin, la direction de l'industrie a appelé les citoyens à participer à l'opération de collecte en évitant d'endommager les peaux lors du dépouillage, en salant correctement la face intérieure pour assurer leur conservation, et en les déposant dans les points de collecte de proximité désignés à cet effet.

Nabil B.

PATRIMOINE CULTUREL

Alger et Washington renforcent leur coopération

L'Algérie et les États-Unis ont réaffirmé, mercredi à Alger, leur volonté de renforcer leur coopération dans le domaine de la protection du patrimoine culturel, à l'occasion d'une rencontre réunissant experts, chercheurs, responsables institutionnels et représentants des forces de sécurité des deux pays.

Organisée au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria par l'ambassade des États-Unis à Alger, cette « Journée d'étude sur la coopération algéro-américaine en matière de protection et de préservation du patrimoine culturel » s'inscrit dans le prolongement du renouvellement, en 2024, du mémorandum d'entente bilatéral relatif à la protection des biens culturels. Un accord destiné à consolider les mécanismes de lutte contre le trafic illicite des antiquités et à encourager les initiatives de conservation du patrimoine historique algérien.

Pour cette occasion, une délégation américaine composée de spécialistes issus d'institutions de référence, parmi lesquelles le Smithsonian Institution, le Rochester Institute of Technology, le Council on Library and Information Resources ou encore l'Archaeological Institute of America, a effectué une visite de plusieurs jours en Algérie afin d'échanger avec leurs homologues algériens sur les enjeux liés à la préservation du patrimoine matériel.

Les discussions ont porté sur des questions devenues centrales dans les politiques culturelles contemporaines, à savoir la numérisation des archives, les collections, la sécurisation des sites archéologiques, la conservation préventive ou encore la circulation illicite des biens culturels. La coopération scientifique et technique a également occupé une place importante dans les échanges, notamment autour du partage d'expertise et du développement des capacités institutionnelles.



« Aujourd'hui marque une étape importante dans nos relations bilatérales », a déclaré le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis à Alger, Mark Schapiro. « Le renouvellement de ce mémorandum témoigne de notre engagement commun à préserver le riche héritage culturel de l'Algérie pour les générations futures », a-t-il ajouté.

Or la dimension patrimoniale, la rencontre a mis en évidence les implications géopolitiques du trafic d'antiquités. Plusieurs intervenants ont rappelé que le commerce illicite des objets archéologiques constitue une source de financement pour des réseaux criminels transnationaux et certaines organisations terroristes opérant dans la région sahélo-saharienne.

Dans ce contexte, les responsables américains ont salué le rôle de l'Algérie dans les dispositifs régionaux de lutte contre le crime organisé et le terrorisme. « Ensemble, nous pouvons renforcer les mécanismes qui protègent à la fois nos trésors culturels et notre sécurité collective », a souligné M. Schapiro.

En marge de la conférence, la délégation américaine a visité plusieurs institutions culturelles et scientifiques du pays, parmi lesquelles le Musée national du Bardo, le Centre national de recherche en archéologie, les ruines romaines de Tipaza, le Musée archéologique de Cherchell ou encore la Bibliothèque nationale d'Algérie. Ces visites ont permis d'explorer de nouvelles perspectives de coopération dans les domaines de la conservation, de la restauration et de la numérisation du patrimoine.

Cette initiative s'inscrit dans une coopération déjà engagée entre Alger et Washington autour de plusieurs projets patrimoniaux, notamment les efforts de préservation du mausolée d'Imedghassen, la création de la plateforme anti-pillage « Turathi » et l'installation du premier laboratoire de numérisation au Musée du Bardo.

ADIEU À ABDELMADJID MESKOUD

Une icône de la chanson Chaâbie s'en va

LA SCÈNE artistique algérienne est en deuil. Le célèbre interprète de chaâbi, Abdelmadjid Meskoud, s'est éteint ce jeudi à Alger à l'âge de 73 ans, des suites d'une longue maladie. Celui qui a chanté l'âme de la capitale avec une ferveur inégalée laisse derrière lui un héritage musical immense et un public orphelin de sa voix singulière.

Né en 1953 à El Hamma (ex-Belcourt) au cœur d'Alger, Meskoud a embrassé sa passion dès 1969. Si le grand public l'associe indissociablement au genre chaâbi assimi, l'homme était un artiste aux multiples facettes. Son talent ne se limitait pas aux cordes de son instrument ; il a également marqué de sa présence le théâtre, le cinéma, ainsi que les ondes de la radio et les plateaux de télévision.

Parmi ses chefs-d'œuvre, l'inoubliable « Ya Dzayer Ya El Assima » restera gravée comme un hymne à la beauté et à la nostalgie de la ville blanche. D'autres titres comme « Nhar Iban Essah », « Choufou Choufou », « Ouled el houma » ou encore « Mektoub Rabi » témoignent de la richesse d'un répertoire qui savait toucher le cœur des Algériens, toutes générations confondues.

Dès l'annonce de son décès, les hommages se sont multipliés. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé un message de condoléances empreint d'émotion à la famille du défunt ainsi qu'à la famille artistique. « Avec sa disparition, la scène de la chanson chaâbie perd l'une de ses figures emblématiques, qui ont marqué de leur empreinte ce genre musical, apportant, durant toute leur carrière, joie et bonheur à un large public. » a écrit le président.



De son côté, M. Kamel Sidi Saïd, Conseiller auprès du président de la République chargé de la Communication, a salué le parcours d'un « artiste complet et d'une voix inoubliable », rappelant la polyvalence rare qui caractérisait Meskoud. C'est dans une atmosphère de profonde tristesse que l'artiste a été accompagné ce jeudi à sa dernière demeure au cimetière d'El Alia. Une foule nombreuse, composée de proches, de personnalités politiques et de figures majeures du monde de la culture, s'est réunie pour rendre un ultime hommage à celui qui a su, mieux que quiconque, chanter les ruelles et le quotidien d'Alger.

Avec le départ d'Abdelmadjid Meskoud, c'est une page de l'histoire culturelle algéroise qui se tourne, mais ses mélodies continueront de résonner longtemps dans les cafés de la Casbah, de Belcourt son quartier d'enfance et les foyers algériens.

S. Ould Brahim

MAISON DE LA CULTURE DE MÉDÉA

Clôture de l'exposition «Mosaïque culturelle»

LA GRANDE SCÈNE de la maison de la culture Hassan-El-Hassani de Médéa a vibré, trois jours durant, du 11 au 13 mai, au rythme des activités artistiques et culturelles organisées dans le cadre de la célébration du Mois du patrimoine, sous le slogan « Mosaïque culturelle », avec la participation de nombreuses associations culturelles et artistiques ainsi que de troupes folkloriques venues de plusieurs régions du pays.

La tenue de cet événement a permis au public avide de culture de mieux s'imprégner de la variété et de la richesse du patrimoine algérien à travers l'exposition d'une large palette de produits artisanaux façonnés par la dextérité des mains de nos artisans, perpétuant des savoir-faire ancestraux propres à chaque région d'Algérie.

Les espaces et cimaises de la Maison de la culture ont été investis par des produits artisanaux mettant en valeur l'art chaoui à travers une riche exposition de bijoux et de vêtements, le travail de l'alfa présenté par l'association Al-Wifaq de la wilaya de Batna, ainsi que l'art du M'zab illustré par des tapis et du linge traditionnel exposés par l'association culturelle Al-Nila de Ghardaïa.

La richesse de l'artisanat propre aux Ouled-Naïl a également été mise à l'honneur par l'Association de promotion de l'artisanat et des activités culturelles de la femme de Bou-Saâda, à travers une exposition de bijoux, tapis, colliers et objets fabriqués à base d'ambre, ainsi que des ingrédients destinés à la préparation de cette matière et un fromage de chèvre caractéristique de la région de Bou-Saâda.

L'artisanat de la région de Kabylie a, quant à lui, été représenté par l'organisation d'un atelier de formation consacré à la poterie d'art, animé par un jeune artisan qui a fait preuve d'une grande pédagogie dans la transmission de son savoir-faire aux visiteurs venus assister à ses démonstrations lors du façonnage de plusieurs objets domestiques et décoratifs.

L'exposition du tapis Nemouchi et de l'ancien tapis Babar, organisée par l'association culturelle Fous Aqfous et l'association Jisr pour la préservation du patrimoine chaoui de la wilaya de Khenchela, a également retenu l'attention du public, en plus d'une exposition de produits de vannerie reflétant la diversité des techniques de travail utilisées.

Le public a longuement applaudi la troupe de danse de Sidi Bel Abbès, spécialisée dans les danses alaouites, notamment les danses Saf et Nahari. Les prestations de l'association culturelle Al-Wissal de la commune d'Ouzera (Médéa), de la troupe Aïssaoua de Médéa ainsi que le spectacle de danse folklorique kabyle présenté par l'association Thiwizi de la wilaya de Tizi Ouzou ont également suscité l'enthousiasme des spectateurs.

Nabil B.

www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :(021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba

Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2024

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Découverte d'une matière mystérieuse sous les glaciers du Groenland: les prévisions de montée des eaux remises en cause?



Une expédition scientifique au Groenland tente de percer le mystère d'une matière opaque sous les glaciers, révélant ainsi un potentiel bouleversement des projections concernant la montée des eaux.

Responsable scientifique d'une expédition autour du glacier Kangerlussuup, dans l'ouest du Groenland, la professeure Ginny Catania, de l'université du Texas, a les yeux rivés aux écrans de la salle de contrôle du navire de recherche Celtic Explorer. Le sonar du sous-marin NUI (Nereid Under Ice) révèle, en direct, une vaste caverne sous-marine. Un monde inconnu à explorer… mais il faut déjà passer à la suite.

Présents à bord, nos confrères du Guardian insistent sur le caractère périlleux de la mission. Pas tant pour les chercheurs eux-mêmes, mais pour le sous-marin. Sous le glacier, l'appareil – valant plusieurs millions de dollars – se trouve en effet dans l'incapacité de remonter à la surface en cas de problème.

Victor Naklicki, le pilote, explique comment il manipule délicatement le bras du robot, relié au navire par un câble de fibre optique "de l'épaisseur d'un cheveu", tout en dirigeant sa trajectoire… sans visibilité ! "C'est comme si vous conduisiez dans le blizzard à Buffalo, dans l'État de New York, tout en faisant de l'origami sur le siège arrière, alors que la voiture roule à 100 kilomètres à l'heure", compare l'ingénieur. Le prix à payer, selon lui, pour "collecter des données qui n'ont jamais été collectées auparavant."

DES AMAS DE ROCHES POURRAIENT-ILS MODIFIER LES ESTIMATIONS DE LA HAUSSE DU NIVEAU DES MERS ?

Personne, en effet, ne s'était jamais aventuré à moins de 500 mètres des sédiments qui s'accumulent au pied du glacier afin d'y prélever des carottes, c'est-à-dire des échantillons. Et pour cause ! De "violents courants sous-marins" d'eau de fonte jaillissent de la base du géant, et la visibilité sous la surface est "pratiquement nulle" en raison d'un torrent de boue et de sable. Un véritable "maelström."

Or, faute de pouvoir examiner de près la "zone infernale" où se rencontrent les puissants glaciers, la roche et l'océan, les scientifiques n'ont jamais pu confirmer leur hypothèse. À savoir, la possibilité que les énormes monticules de roches s'accumulant devant certains glaciers puissent en fait isoler ceux-ci vis-à-vis des océans qui se réchauffent, jouant ainsi le rôle de "ralentisseurs".

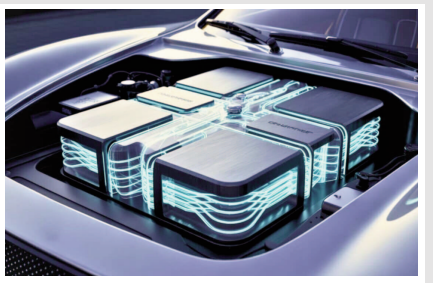
La mission pourrait par conséquent aboutir à la "résolution d'un mystère susceptible de changer la compréhension de l'impact à long terme le plus profond de la crise climatique : la hausse du niveau des mers", souligne le Guardian. Car les glaciers se désintègrent, et la vitesse d'accélération de ce phénomène "affecte directement un milliard de personnes dans les grandes villes côtières du monde."

RETARDER UN "RECUL CATASTROPHIQUE"

L'effondrement de la calotte glaciaire du Groenland entraînerait une hausse potentielle du niveau des mers de 7 mètres, redessinant entièrement la carte du monde. D'où l'importance de disposer de modèles de prévision les plus fiables possibles. Et donc, de tenir compte de la présence de ces "ralentisseurs", si toutefois leur rôle est avéré. Le Pr Sean Gulick, coresponsable scientifique de l'expédition, précise : "Nous savons que dans ces systèmes, il y a des points de basculement. Mais si un glacier crée un important amas de sédiments, il pourrait retarder le recul catastrophique qui inquiète le plus les gens. Ces glaciers de l'ouest du Groenland sont particulièrement importants car ils sont alimentés directement par la calotte glaciaire."

Ces glaciers sont sur la ligne de front dans la bataille entre l'océan qui se réchauffe et la glace. Néanmoins, une partie de la hausse du niveau des mers est déjà inévitable, prévient Ginny Catania. "Nous devons impérativement nous préparer à l'inondation des côtes, car elle est imminente. Nous ne savons pas quand, et nous devrons certainement répondre à cette question, mais nous n'avons que peu de projets de planification sur de nombreux littoraux, en particulier dans les nombreux pays qui ne sont pas riches et qui vont être complètement inondés."

Un stockage à toute épreuve: une nouvelle batterie ultra-robuste pour les véhicules électriques



UN NOUVEAU type de batterie avec un système à double gradient, lui permettant de conserver 98 % de sa capacité de stockage même après 500 cycles de charge, vient d'être breveté par des chercheurs américains. Des chercheurs du laboratoire national d'Argonne (Illinois), affilié au ministère américain de l'Énergie (DOE), ont récemment fait une découverte significative dans le domaine de la technologie des batteries lithium-ion. Leur nouvelle conception de cathode, l'électrode indispensable au fonctionnement des batteries, intègre un système à double gradient, qui promet d'améliorer leur performance tout en réduisant les coûts. "L'équipe a affiné la composition du nickel, du manganèse et du cobalt dans les particules de la cathode afin d'exploiter au mieux les caractéristiques bénéfiques de ces métaux", indique un communiqué de presse, relayé par le site Interesting Engineering. Cette innovation pourrait jouer un rôle clé dans l'accélération de l'adoption des véhicules électriques (VE) et du stockage d'énergie sur le réseau électrique.

Chargée et déchargée 500 fois

En combinant des structures différentes, cette approche unique offre plusieurs avantages. D'abord, la surface désordonnée des particules aide à améliorer la stabilité et à éviter les fissures, un problème courant dans les batteries qui fonctionnent à haute tension. En même temps, le cœur ordonné des particules permet un bon transport des ions lithium, ce qui est crucial pour charger et décharger rapidement. Comme l'explique Khalil Amine, responsable du pôle Technologie des batteries d'Argonne, "pour que les véhicules électriques remplacent les voitures à essence, les batteries doivent pouvoir fonctionner à des tensions plus élevées afin de fournir plus d'énergie et de prolonger leur autonomie". Pour confirmer l'efficacité de cette nouvelle cathode, les chercheurs ont réalisé une série exhaustive de tests, incluant des expériences utilisant des rayons X et des électrons. Ces tests, menés dans diverses installations du DOE, ont validé la supériorité de la cathode à double gradient, montrant qu'elle maintenait une stabilité structurelle et chimique impressionnante même à haute tension. "Après avoir été chargée et déchargée 500 fois, le matériau n'a perdu qu'environ 2 % de sa capacité de stockage", précise le communiqué de presse.

La concentration de cobalt drastiquement réduite

Une autre avancée importante concerne la réduction de la quantité de cobalt nécessaire dans la cathode. Ce métal, souvent associé à des pratiques minières nocives pour l'environnement, est traditionnellement utilisé à des concentrations élevées. La nouvelle conception proposée réduit à moins de 2 % la concentration de cobalt à l'intérieur des particules, contre 10 à 20 % dans les compositions précédentes.

Le rapport mentionne même l'objectif futur de diminuer cette teneur à 1 %, ce qui contribuera à rendre les batteries encore plus écologiques. En outre, cette nouvelle conception de la cathode offre une meilleure résistance à la chaleur, ce qui est essentiel pour garantir la sécurité des opérations à haute tension.

Avec un Ryzen AI Max+ 395 et 128 Go de RAM, l'EVO-X2 de GMKtec se pose en mini-PC taillé pour l'IA

GMKtec met les bouchées doubles autour de l'intelligence artificielle et des solutions à base de Ryzen AI Max+ 395 avec une machine surpuissante et très lourdement équipée. Attention au prix !



Dans la foulée de la conférence de presse autour de ses processeurs Ryzen AI Max+ 395 et des machines qui les ont adoptés, c'est l'un des partenaires d'AMD qui annonce la sortie d'un monstre pensé avant tout pour l'IA.

EVO-X2 et Ryzen AI Max+ 395

De son nom complet, Shenzhen GMK Technology Company, GMKtec est une entreprise chinoise spécialisée dans les mini-PC et qui dispose aujourd'hui d'un vaste catalogue.

Un catalogue riche de solutions particulièrement variées allant de machines aux dimensions minuscules comme le NucBox G5 que nous testions il y a quelques semaines à du plus imposant et, surtout, beaucoup plus musclé comme l'EVO-X2 que GMKtec a introduit en mai dernier. Basé sur le Ryzen AI Max+ 395, ce mini-PC est clairement une bête de course dans un écrin à faible encombrement.

Le premier modèle d'EVO-X2 disponible profite bien sûr des 16 cœurs Zen 5 et des 40 unités de calcul RDNA 3.5 du processeur AMD, mais s'enorgueillit aussi d'une belle quantité de mémoire vive (64 Go) et de deux emplacements M.2 pour des SSD NVMe. Sur cette version, un SSD 1 To est livré et GMKtec insiste enfin sur la présence de ports USB4 pour plus de polyvalence. Hélas, depuis cette annonce réalisée un peu avant l'été, GMKtec n'a pas été en mesure de soutenir un approvisionnement important. La faute en revient sans doute à AMD qui n'est pas capable de produire suffisamment de ses Ryzen AI Max+ 395, limitant les options de ses partenaires.

JUSQU'À TROIS EVO-X2 128GB POUR AFFRONTER LES LLM

La conférence tenue il y a quelques jours par AMD semble justement avoir été pensée pour remettre les pendules à l'heure : la marque américaine soutient ses partenaires et les puces vont être plus largement disponibles, voilà sans doute le message que voulait faire passer AMD.

Reçu cinq sur cinq par GMKtec donc qui en plus de ce premier modèle d'EVO-X2 annonce la disponibilité d'une variante clairement tournée vers « le concept de centre de supercalcul IA de bureau » que la firme de Shenzhen met en avant depuis plusieurs années maintenant. Simplement baptisée EVO-X2 128GB, la nouvelle machine est présentée comme « le premier mini-PC au monde capable de calculs IA multi-nœuds pour les modèles à grande échelle ». Pour y parvenir, GMKtec met évidemment en avant le Ryzen AI Max+ 395 d'AMD ainsi que son EVO-X2 128GB doté de – difficile de tromper – 128 Go de mémoire vive. Mais ce n'est pas tout, GMKtec souligne la simplicité de mise en œuvre de combinaisons machines principale/secondaire via l'interface USB4. Les deux machines doivent être dotées de 128 Go lesquels sont configurés différemment selon que le PC est la machine principale ou secondaire.

Au travers d'un article publié sur son blog, GMKtec publie une solution pas-à-pas afin de parvenir à une configuration à deux hôtes (solution de base) voire à trois hôtes (solution avancée) pour les utilisateurs les plus exigeants. Deux solutions qui sont présentées comme économique de clustering multi-nœuds pour les LLM, (Large Language Model) toujours plus populaire.

Cursor : cette faille de sécurité "critique" pourrait exposer votre code à des malwares - comment la corriger ?

UNE FONCTION désactivée par défaut peut rendre les utilisateurs et leurs organisations vulnérables aux commandes exécutées automatiquement. Un nouveau rapport met à jour ce qu'il décrit comme "une faille de sécurité critique" dans Cursor, la très populaire plateforme d'édition de code alimentée par IA. Le rapport, publié mercredi dernier par l'éditeur de logiciels Oasis Security, révèle que les référentiels de code de Cursor qui contiennent la configuration .vscode/tasks.json peuvent être chargés d'exécuter automatiquement certaines fonctions dès que les référentiels sont ouverts. Les pirates pourraient exploiter cette fonction d'exécution automatique par le biais de logiciels malveillants intégrés dans le code.

Bugs en cascade

"Cela peut entraîner la fuite d'informations d'identification sensibles, la modification de fichiers ou servir de vecteur pour une compromission plus large du système, ce qui expose les utilisateurs de Cursor à un risque important d'attaques de la chaîne d'approvisionnement", écrit Oasis. Bien que Cursor et d'autres outils de codage alimentés par l'IA, tels que Claude Code et Windsurf, soient devenus populaires parmi les développeurs de logiciels, la technologie est encore truffée de bogues. Replit, un autre assistant de codage à base d'IA qui a présenté son nouvel agent en début de semaine, a récemment supprimé la totalité de la base de données d'un utilisateur.

La faille de sécurité

Selon le rapport d'Oasis, le problème est dû au fait que la fonction "Workplace Trust" de Cursor est désactivée par défaut.En principe, cette fonctionnalité est destinée à servir d'étape de vérification pour les utilisateurs de Cursor, afin qu'ils n'exécutent que du code qu'ils connaissent et en lequel ils ont confiance. Sans elle, la plateforme exécutera automatiquement le code qui se trouve dans un référentiel. Ce qui permettra à des acteurs malveillants de glisser subrepticement des logiciels malveillants qui pourraient alors mettre en péril le système d'un utilisateur. Et, à partir de là, se répandre dans le réseau.

La question Workspace Trust

L'exécution d'un code sans la fonction Workplace Trust pourrait ouvrir "une voie directe vers un accès non autorisé avec un rayon d'action à l'échelle de l'organisation", a déclaré Oasis.

Dans une déclaration à Oasis qui a été publiée dans le rapport, Cursor a déclaré que sa plateforme fonctionne avec Workplace Trust désactivé par défaut, car il interfère avec certaines des fonctions automatisées dont les utilisateurs dépendent régulièrement.

"Nous recommandons d'activer Workspace Trust ou d'utiliser un éditeur de texte de base lorsque vous travaillez avec des référentiels soupçonnés d'être malveillants", a déclaré l'entreprise.

Cursor a également indiqué à Oasis qu'elle publierait bientôt des directives de sécurité concernant la fonction Workspace Trust.

Comment rester protégé

La solution consiste donc à activer la fonction Workplace Trust dans Cursor. Pour ce faire, ajoutez l'invite de sécurité suivante aux paramètres, puis redémarrez le programme
:{"security.workspace.trust.enabled":
true,
"security.workspace.trust.Startup-
Prompt": "always"

Les iPhone restent une cible privilégiée des logiciels espions



L'ANSSI signale quatre vagues récentes de notifications. La preuve que l'industrie du logiciel espion est toujours vivace.

Quatre ans après le scandale de l'espionnage de personnalités françaises via le malware Pegasus, sans surprise, des attaques se poursuivent. Pour la quatrième fois de l'année, selon le décompte de l'Anssi, l'entreprise Apple a en effet averti des utilisateurs ciblés par des attaques menées avec un logiciel espion.Ces notifications, via un iMessage ou un courriel d'alerte, ne sont pas publiques. Mais elles ont visiblement été signalées à l'Anssi. L'agence a eu ainsi connaissance de quatre campagnes de notifications. Elles ont été menées au début du mois de mars, à la fin avril, fin juin, et donc début septembre.L'Anssi recommande, en cas de réception d'une telle notification, de « contacter rapidement le Cert-FR », son centre de veille et d'alerte, à des fins d'investigation.

Des attaques « particulièrement sophistiquées »

Ces attaques informatiques, menées avec des logiciels comme « Pegasus, Predator, Graphite ou Triangulation sont particulièrement sophistiquées et difficiles à détecter », remarque le Cert-FR. Mais elles intéressent évidemment les autorités.





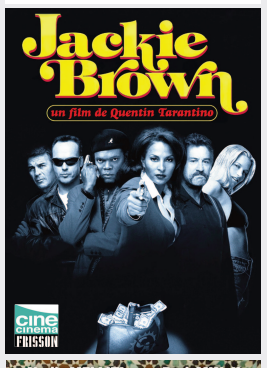




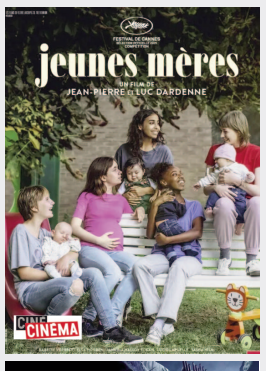




JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Jeu- France 2 — TF1
Le grand concours

21h00 Variétés - France 2026 — France 2
Concours Eurovision de la chanson 2026

21h00 Série policière - Etats-Unis 2021 — M6
NCIS

21h00 Rugby : Top 14 Saison 2025 — CANAL+
Racing 92 / Toulon

21h25 Série humoristique — W9
France - 2025
La petite histoire de France

20h55 Film policier — CINE + FRISSON
Etats-Unis - 1997
Jackie Brown

21h05 Magazine de société — 6ter
France
112, Hélico d'urgence Saison 4

21h00 Drame - France/Allemagne 2025 — CINE + PREMIER
La Petite Dernière

21h00 Golf : PGA Championship Saison 2026 — CANAL+ SPORT
PGA Championship

21h00 Drame France - 2025 — CINE CINEMA
Jeunes mères

20h50 Film d'animation — CANAL+ family
Japon - 2013
Albator, corsaire de l'espace

21h15 Divertissement — TMC
France
Canap 2007

21h00 la chaine ACTION



Téléfilm (Etats-Unis - 2023)

Pris pour cible

Dans une station balnéaire idyllique, le jour d'un mariage se transforme en cauchemar lorsque des mercenaires armés s'introduisent dans un hôtel et prennent en otage les invités. Les criminels, déterminés à obtenir une rançon colossale, plongent la célébration dans le chaos. Cependant, trois anciens membres des forces spéciales, Cal (Brendan Fehr), son témoin et leur meilleur ami, échappent à la prise d'otages.

22h20

Film d'action (Etats-Unis - 2012)

21 Jump Street

Ennemis jurés au collège, Jenko et Schmidt se retrouvent à l'école de police où ils deviennent amis et obtiennent leur diplôme en même temps. Jugés immatures après une bévue, ils sont envoyés dans un commissariat miteux pour démanteler un trafic de drogue dans un lycée. Les deux officiers doivent opérer sous couverture et se font passer pour des élèves. Mais les temps ont bien changé depuis leur adolescence.

HORAIRES DES PRIÈRES

ANNABA					
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	
03:27	12:25	16:15	19:31	21:11	

CONSTANTINE				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:34	12:30	16:19	19:34	21:13

ALGER				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:50	12:44	16:32	19:47	21:26

OUARGLA				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:58	12:35	16:16	19:30	21:01

CHLEF				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
03:56	12:51	16:39	19:55	21:33

MOSTAGANEM				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
04:02	12:56	16:44	19:59	21:37

ORAN				
Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
04:06	12:59	16:46	20:01	21:39

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8493 – SAMEDI 16 MAI 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	23°	14°
Oran	22°	15°
Constantine	26°	11°
Ouargla	33°	21°

BEM ET BAC

Les médias sommés de respecter les candidats

À l'approche des examens nationaux, l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ARAV) appelle les médias à la retenue. L'objectif est de protéger le moral des candidats et mettre fin à l'exploitation médiatique des mineurs.



Mettre fin à l'exploitation médiatique des mineurs.

C'est un rappel à l'ordre ferme que l'Autorité nationale indépendante de régulation de l'audiovisuel (ARAV) a lancé, dans un communiqué, à l'ensemble des établissements audiovisuels concernant leur responsabilité durant la couverture des examens du brevet d'enseignement moyen (BEM) et du baccalauréat. L'ARAV exhorte les professionnels du secteur à s'éloigner de la «quête effrénée d'audience» pour privilégier un traitement médiatique serein et responsable. Pour le régulateur, il s'agit d'accompagner cet «important rendez-vous national» en garantissant un climat psychologique favorable aux candidats et à leurs familles, loin du stress additionnel généré par certaines pratiques journalistiques. Le ton se durcit concernant les pratiques de terrain. L'ARAV dit avoir constaté, lors des sessions précédentes, des «dépassements injustifiés» malgré plusieurs mises en garde. Le grief principal ? Les interviews réalisées à chaud avec des élèves mineurs dès leur sortie des centres d'examen.

L'Autorité rappelle que ces pratiques ne sont pas seulement contraires à l'éthique, elles constituent une «violation flagrante» des dispositions légales. Sont notamment cités le décret exécutif n°24-250 de 2024 fixant le cahier des charges des services audiovisuels ainsi que la loi n°12-15 relative à la protection de l'enfant. L'institution insiste sur le fait que la protection de l'intégrité psychologique et morale des mineurs constitue un «engagement légal et éthique» incontournable.

A ce titre, elle rappelle l'obligation stricte d'obtenir l'autorisation préalable et explicite du tuteur légal avant toute apparition médiatique d'un mineur, garantissant ainsi un cadre protecteur autour de l'enfant.

Par ailleurs, l'Autorité souligne que les médias doivent impérativement veiller à l'intérêt supérieur des élèves en évitant de les exposer au dénigrement, à l'exploitation ou au cyber-harcèlement.

Ces risques, particulièrement démultipliés en période d'examens, imposent une vigilance accrue pour préserver la dignité des candidats face à la pression médiatique.

L'ARAV appelle donc à une rupture avec le sensationnalisme. Au lieu de focaliser sur les pleurs ou les réactions de détresse pour faire le «buzz», les médias sont invités à diffuser un message d'encouragement.

Le régulateur prévient qu'il ne restera pas passif. Dans le cadre de ses prérogatives légales, l'Autorité affirme qu'elle suivra de près tout manquement susceptible de perturber le bon déroulement des épreuves ou de porter atteinte à la dignité des candidats.

Le respect de la loi sur l'information et de l'éthique professionnelle reste, plus que jamais, l'unique rempart contre les dérives commerciales de l'information.

Lynda Louifi

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

L'histoire et la mémoire pour «ancrer l'appartenance»

LE MINISTÈRE de l'Enseignement supérieur entend généraliser l'enseignement de l'histoire et de la conscience nationale dans les Grandes écoles. Parallèlement, la promotion des annexes de médecine, dont celle d'Oum El Bouaghi, reste soumise à une rigueur pédagogique héritée des standards d'excellence du secteur. L'université algérienne ne doit plus seulement former des techniciens ou des praticiens, mais des citoyens conscients de leur identité. C'est le cap fixé par le ministre de l'Enseignement supérieur, Kamel Baddari, qui prône la généralisation de l'enseignement de l'histoire de l'Algérie et de la conscience nationale comme matières transversales au sein de toutes les Écoles supérieures du pays. L'objectif est de «promouvoir la conscience nationale et ancrer l'appartenance» chez les futures élites, faisant de la mémoire un rempart et un levier de développement. Cette exigence de conscience historique se reflète également dans la gestion des cursus dits «sensibles», notamment les sciences médicales. À ce titre, la question de la promotion de l'annexe de médecine de l'université d'Oum El Bouaghi en faculté en plein exercice illustre cette volonté de ne rien céder sur la qualité.

Le ministre a tenu à rappeler que la formation médicale est le fruit d'une «gestion conjointe» avec le département de la Santé. Aucune faculté ne peut voir le jour sans l'aval préalable du ministère de la Santé, car c'est dans le giron des hôpitaux et des cliniques que se forge l'expérience du futur médecin. Pour M. Baddari, transformer une annexe en faculté exige bien plus qu'une décision administrative. Cela nécessite la réunion de conditions pédagogiques strictes : un encadrement spécialisé, des structures hospitalières d'accueil adaptées et des plateformes de stage permettant d'acquérir les compétences scientifiques requises. C'est à ce prix que l'Algérie pourra maintenir le niveau d'excellence qui a historiquement caractérisé son école de médecine.

S'agissant du calendrier, le secteur s'attelle actuellement, via une commission conjointe, à l'évaluation des capacités réelles des structures locales. L'opération, qui se veut progressive, a déjà permis de promouvoir six annexes au rang de facultés.

Le cas d'Oum El Bouaghi et des annexes restantes suivra la même trajectoire de vigilance. En refusant toute précipitation, la tutelle s'assure que chaque nouveau pôle de formation médicale soit en mesure d'offrir un enseignement de qualité, respectueux du parcours d'excellence tracé par les générations précédentes d'universitaires algériens.

Lynda Louifi

UNIVERSITÉ ET ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Mise en service d'un guichet unique à Tlemcen

S'INSCRIVANT dans une démarche de simplification administrative pour transformer les projets académiques en projets économiques, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a inauguré, avant-hier, le guichet unique du Centre de l'étudiant au pôle universitaire de Mansourah, site majeur de l'Université Abou Bekr Belkaïd de Tlemcen (UABT). Cette structure constitue le troisième guichet de ce type au niveau national.

A cette occasion, le ministre a fait savoir que l'Université de Tlemcen compte plus de 67 étudiants ayant bénéficié d'un financement de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat pour la création de start-up (NESDA), ainsi que 120 brevets d'invention. Cette dynamique inscrit l'établissement dans «la trajectoire d'une université de quatrième génération, où le diplômé devient créateur d'emplois, notamment dans les domaines des technologies de précision, des services numériques et de la biotechnologie», a-t-il déclaré.

Au pôle universitaire de Mansourah, il a inspecté plusieurs projets réalisés par des étudiants de l'Université de Tlemcen et supervisé la signature de deux conventions, la première entre deux start-up de commerce électronique et une entreprise privée, et la seconde entre l'incubateur d'entreprises de l'université et une société spécialisée dans le paiement électronique, a fait savoir un communiqué du ministère.

Au cours de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a inauguré une annexe de l'Ecole normale supérieure en question, avant de s'enquérir de l'avancement des travaux d'une clinique de chirurgie dentaire et d'une résidence universitaire de 500 lits au pôle universitaire de Chetouane, selon la même source.

Il a également suivi le processus de numérisation de la bibliothèque de la faculté de médecine de Tlemcen, puis visité le centre de simulation médicale.

Par ailleurs, Kamel Baddari a profité de cette occasion pour souligner que «les sciences naturelles connaissent, à l'heure actuelle, une modernisation et que les diplômés des sciences médicales bénéficient d'une formation de qualité». Il a également précisé que les équipements de la faculté de médecine de Tlemcen, notamment les tables numériques de dissection et autres dispositifs similaires, sont fabriqués en Algérie.

Khalil Aouir